

AVIS
Nous prions ceux de nos lecteurs dont l'abonnement expire fin courant, d'effectuer leur renouvellement au plus tôt, s'ils ne veulent éprouver aucun retard dans l'envoi du journal.
Les demandes de changement d'adresse doivent être accompagnées de l'envoi de 50 centimes pour frais d'impression des bandes.

LES TÉLÉGRAMMES
DE LA NUIT ET DU MATIN
France
Versailles, 28 février, 11 h. 50 soir.
Le comte d'Arnim est parti aujourd'hui même pour Berlin d'où il se rendra à Rome pour chercher sa femme. Il sera de retour à Paris dans une quinzaine de jours.

Allemagne
Berlin, 28 février.
La Correspondance provinciale dit que la santé de l'empereur marche à un rétablissement complet. Elle est assez améliorée pour que le souverain puisse expédier, avec sa ponctualité d'habitude, les affaires du gouvernement.

Belgique
Bruxelles, 28 février.
L'Etoile, répondant aux assertions d'une feuille parisienne, déclare pouvoir affirmer que M. Ernest Picard a été complètement étranger à l'interpellation qui a eu lieu à la Chambre des représentants, sur la présence du comte de Chambord à Anvers.

Angleterre
Londres, 28 février.
Le Globe affirme que la reine partira pour le continent le 28 mars. Elle ne fera qu'un court séjour consacré à rendre visite à plusieurs de ses parents.

États-Unis
New-York, 28 février.
La note du comte Granville est conçue en termes amicaux et très modérés. La réponse des États-Unis sera également amicale; mais elle maintiendra la doctrine des dommages indirects. On est convaincu ici que l'Angleterre devra par conséquent à ce que cette question soit résolue par le tribunal arbitral de Genève.

La nouvelle du Herald que les États-Unis seraient disposés à se contenter d'une somme de 50 millions de dollars pour toute indemnité est considérée comme inexacte.

Le Evening Post croit pouvoir prédire avec confiance que le différend de l'Alabama sera arrangé à l'amiable.

Espagne
Madrid, 28 février, soir.
La coalition qui s'est faite dernièrement à Madrid pour le soutien du comité central radical, entre les républicains, les carlistes et les alphonsistes, trouve peu de faveur dans les provinces. Les chefs du parti progressiste dans les districts refusent de s'allier aux carlistes et aux alphonsistes, qu'ils sont l'habités, depuis tant d'années, à considérer comme des ennemis.

Italie
Rome, 28 février.
Dans la séance tenue aujourd'hui par la Chambre des députés, le ministre a présenté plusieurs projets de loi, dont l'un, venant du ministre de la guerre, a pour objet la demande d'un crédit de 12 millions, à répartir comme suit : 4 millions pour l'instruction des soldats de la 1<sup>re</sup> catégorie; 4 millions pour la construction d'un nouveau matériel de guerre; enfin, 4 millions pour des dépenses militaires. Le ministre de la guerre a demandé l'urgence.

PARIS, JEUDI 29 FEVRIER 1872

LE BULLETIN POLITIQUE

Après avoir voté la loi sur l'enregistrement, dont le Journal officiel publie le texte ce matin, l'Assemblée a passé hier à l'examen de la proposition de MM. Salneuve et Antonin Lefèvre-Portalès, tendant à instituer une commission spéciale pour rechercher les moyens de libérer le territoire.

La commission, par l'organe de son rapporteur, M. Le Royer, repoussait la prise en considération. Ce n'est pas que l'idée de la libération ne lui parût excellente, et que le sentiment qui en fait rechercher les moyens dans les entreprises émanées de l'initiative privée ne fût à ses yeux aussi légitime que patriotique. Mais plus le sentiment est opportun; plus il répond à un besoin urgent de la situation; moins elle a cru qu'on pouvait le tourner vers une spéculation individuelle, spéculation condamnée par l'expérience des autres peuples.

L'avortement de la souscription patriotique porterait une grave atteinte au succès de l'emprunt auquel il faudrait inévitablement recourir. Il y a toujours une certaine somme de dévouement répandue dans toutes les classes de la société et une certaine réserve de superflu dans toutes les bourses pour des œuvres aussi grandes et d'un intérêt aussi général que la libération du territoire. Exagérer les ressources qu'elles peuvent fournir, c'est un calcul qu'on fait trop souvent en France. Mais ce serait raisonner bien plus imprudemment encore, que de prétendre leur faire des appels répétés pour un même objet, et de croire les trouver prêtes pour l'emprunt, lorsqu'on les aurait épuisées pour une souscription couronnée d'insuccès.

Voilà, en substance, les raisons qu'a fait valoir le rapport de la commission, et qu'un de ses membres, l'honorable M. Lefèvre, a combattus éloquemment au nom de la minorité. Il a démontré que, s'il y avait danger à prendre trop au sérieux les tâtonnements par lesquels un grand mouvement d'opinion cherche aujourd'hui la délivrance de la patrie, le danger ne serait pas moindre à méconnaître la portée de ce mouvement général et universel. Selon lui, l'Assemblée et le Gouvernement devaient s'associer pour en prendre la direction, sauf à l'éclairer et à le diriger dans d'autres voies, s'il s'agissait et si les moyens aujourd'hui proposés sont recon-

nus impraticables. L'importance même de la question lui semblait donc tracer un rôle suffisant pour une commission spéciale, telle que la demandait la proposition de MM. Salneuve et Lefèvre-Portalès, quelle que fût, d'ailleurs, la décision de l'Assemblée sur ce sujet.

Malgré l'impression produite par ce discours, l'Assemblée s'est rangée aux conclusions du rapport de la commission, et elle a renvoyé la proposition à l'examen de la commission du budget. L'intervention du ministre de l'intérieur n'a pas été indifférente à ce vote. M. Victor Lefranc est revenu, en effet, avec beaucoup de force sur l'incompatibilité de la souscription et de l'emprunt, l'insuccès de l'une entraînant l'avortement de l'autre.

Les dépêches de Versailles nous apportent une bonne nouvelle, qui augmentera la confiance que nous pouvons éprouver naturellement dans les déclarations du Gouvernement au sujet de l'acquiescement prompt et complet de notre dette. Avant-hier, nous dit l'Agence Havas, un arrangement aurait été pris entre M. le ministre des finances et l'ambassadeur de Prusse, M. d'Arnim, pour le paiement immédiat des 410 millions nécessaires à parfaire le quatrième demi-milliard, exigible seulement le 1<sup>er</sup> mai. De telles surprises, mieux peut-être que la lettre de M. Barthélemy Saint-Hilaire, nous semblent faites pour légitimer, consolider et défendre contre toute attaque le provisoire.

QUESTIONS DU JOUR

LA LIBÉRATION DU TERRITOIRE

Nous avons secondé dans la mesure de nos forces, en lui donnant l'appui de notre publicité, cette généreuse utopie de la libération du territoire au moyen d'une souscription patriotique. Toutefois — nos lecteurs le savent — nous n'avons jamais partagé les illusions des organisateurs de cette souscription, et nous nous sommes bornés à provoquer un mouvement d'opinion destiné à transporter cette grave question du paiement des 3 milliards sur un terrain plus pratique : celui des intérêts de la spéculation et, au besoin même, de l'obligation.

Plusieurs députés, MM. Salneuve et Antonin Portalès, sans entrer positivement dans nos vues, sans attendre qu'une direction imprimée à l'opinion publique permit au Gouvernement de baser sur le consentement universel, soit un projet d'impôt, soit un projet d'emprunt, avaient prématurément demandé l'institution d'une commission spéciale destinée à rechercher les moyens à employer pour arriver à une prompt libération du territoire.

Cette demande a été repoussée. Le ministre de l'intérieur, après avoir déclaré ne pouvoir partager les généreuses illusions des promoteurs de la souscription patriotique et exposé qu'il fallait pour payer la rançon de trois milliards ne compter que sur les moyens ordinaires : l'appel aux intérêts, l'appel au patriotisme, l'appel à la France, l'appel à l'Europe entière, a réclamé pour le Gouvernement une complète liberté d'action et la faculté d'opérer à son heure.

C'est donc au crédit que le Gouvernement va s'adresser. « Ce moyen, a dit M. Victor Lefranc, a déjà réussi; pourquoi en employer un autre? L'Europe est intéressée au relèvement de la France; elle se fie à notre crédit et à notre richesse. » M. Victor Lefranc s'est prononcé avec une énergie peu commune contre l'idée d'une souscription publique. Le Gouver-

nement n'y consentira jamais. « Songez donc, a dit le ministre de l'intérieur, aux conséquences d'un échec! »

Toutes ces considérations nous paraissent empruntées aux bons procédés de gouvernement, et puisque M. Thiers accepte la responsabilité d'un emprunt auquel l'Europe entière sera appelée à concourir, que l'Assemblée la lui laisse toute entière.

Quant à la souscription nationale, elle ne pourrait servir de base à aucune opération financière. L'élan qui s'est produit dans les villes et dans les campagnes contribuera à relever notre moralité et notre crédit en Europe; c'est un moyen puissant, mais un moyen secondaire.

Il y a quelques années, un projet de souscription nationale, destiné à étendre la dette publique qui menaçait d'absorber tous les revenus disponibles, fut lancé en Italie. Le roi, les princes, les municipalités, les particuliers s'y associèrent; le prince de Carignan se mit à la tête de ce consorzio nazionale. Ce grand mouvement d'opinion et de patriotisme produisit... 12 millions!

Que la souscription nationale serve à affirmer cette idée de patrie sans laquelle la France disparaîtrait de la carte de l'Europe, rien de mieux; mais gardons-nous des illusions dangereuses. Pour lâcher la libération du territoire, la France doit payer et payer beaucoup : c'est le prix de ses défaillances, et des fautes des gouvernements en qui elle s'est trop confiée.

LA CRISE DES TRANSPORTS

Demain 1<sup>er</sup> mars, la crise des transports doit prendre fin si les Compagnies des chemins de fer, profitant des délais qui leur ont été accordés à plusieurs reprises, ont su renouveler leur matériel insuffisant, agrandir leurs gares trop exigües; en un mot, se préparer à faire face aux exigences du commerce et de l'industrie.

On sait qu'un arrêté ministériel du 12 juin 1866 a fixé les délais de transport accordés pour marchandises et objets quelconques expédiés à grande et petite vitesse sur les voies ferrées. Ce décret a cessé d'être obligatoire au moment de la guerre; la paix signée, divers arrêtés ministériels des 11 avril et 10 octobre, sans abandonner les intérêts du commerce et de l'industrie au bon plaisir des Compagnies de chemins de fer, ont toutefois laissé à ces dernières la faculté d'accepter ou de refuser, d'expédier ou de retenir à leur gré certaines marchandises de troisième catégorie, dont le besoin se faisait le plus sentir après la signature de la paix.

L'arrêté ministériel, en date de Versailles du 29 décembre 1871, a remis en vigueur les délais ordinaires, mais pour la grande vitesse seulement.

Quant aux marchandises à petite vitesse, tout en contraignant les Compagnies à rentrer dans le droit commun, l'arrêté du 29 décembre contenait les dispositions suivantes que nous croyons devoir relater :

Art. 4. — Provisoirement et jusqu'au 1<sup>er</sup> mars 1872 au plus tard. Les marchandises de petite vitesse, quels que soient les tarifs appliqués, généraux, spéciaux ou communs, seront expédiés de chaque gare, suivant l'ordre d'inscription, à la même gare et sans aucune faveur fondée sur la différence de série ou sur la nature du tarif.

Toutefois, en cas d'insuffisance de matériel, la priorité d'expédition, dans chaque gare, pourra être donnée par les Compagnies aux marchandises ci-après désignées :

Les houilles, coques, minerais, blés, seigles et farines, pommes de terre, sels et les marchandises remises aux Compagnies pour être livrées aux embranchements particuliers et magasins publics reliés par voie ferrée.

Les délais totaux d'expédition et de transport des marchandises de petite vitesse, quels

qu'ils soient, les tarifs appliqués, pourront être portés par les Compagnies au double des délais résultant, pour les tarifs généraux, de l'arrêté ministériel du 12 juin 1866, et, pour les tarifs spéciaux ou communs, des conditions particulières à chaque tarif homologué par le ministre des travaux publics. Ces délais courront du jour de la remise à l'expéditeur, par la Compagnie, du récépissé de la marchandise.

Néanmoins, les Compagnies sont autorisées à appliquer un délai de six jours, non compris le jour de la remise et celui de la livraison, dans tous les cas où les délais déterminés conformément au paragraphe qui précède seraient inférieurs à ce chiffre.

Toutes ces restrictions prennent fin à compter de demain 1<sup>er</sup> mars.

Rappelons cependant à nos lecteurs que les Compagnies restent affranchies de l'expédition des délais pour leurs expéditions de grande et de petite vitesse, en provenance ou à destination des départements occupés par les troupes allemandes.

JULES DE PHÉCY.

On nous écrit de Versailles, 28 février :

« Hier, un arrangement a été pris entre M. le ministre des finances, M. Pouyer-Quertier, et l'ambassadeur de Prusse, comte d'Arnim, pour le paiement immédiat des 410 millions restant à effectuer par la France pour compléter le quatrième demi-milliard, dont le versement n'était obligatoire pour la France, que le 1<sup>er</sup> mai. Une bonification d'intérêts, à raison de 5 0/0, est faite au Trésor français. »

La lettre de M. Barthélemy Saint-Hilaire, en admettant qu'on en ait exagéré l'importance, aura eu du moins pour résultat de préciser la situation et de faire tomber les faux-nez de ceux qui, travestis, s'étaient mêlés à la mascarade dynastique qui s'est organisée à Versailles à la fin du carnaval.

Le Journal des Débats sort de la foule des dominos, et repudie nettement la politique de M. Thiers dont il a si longtemps porté les couleurs. Il reproche ce matin à ce dernier de pousser le pays dans « la République définitive. »

Le Journal orléaniste déclare, d'autre part, que chaque député ayant le droit de faire profession de royalisme, l'expression publique des vœux républicains de M. Barthélemy Saint-Hilaire est parfaitement légitime.

Après quoi le Journal des Débats déclare que la loi Victor Lefranc étant le moyen dont veut se servir le gouvernement pour fonder la République, l'Assemblée doit être sur ses gardes et s'abstenir de voter la loi.

Tout cela est spécieux on en conviendra, et il n'est pas facile aux lecteurs simples de cœur et d'esprit du Journal des Débats, s'il en existe, de se reconnaître et de se guider.

Nous sommes d'accord sur un point avec le Journal des Débats. Comme lui, nous repoussons la loi présentée par M. Victor Lefranc; mais si nous la repoussons, ce n'est point dans le but de laisser les manœuvres orléanistes se produire au grand jour, mais parce que nous estimons que la République trouvera sa véritable force non dans la dictature, mais seulement dans la liberté.

Le Bien Public, un sous-officier qui s'est taillé un pourpoint dans les frusques du gouvernement, donne au Journal le Français le démenti suivant :

Le Journal le Français, dans son numéro d'hier, affirme que la lettre de M. Barthé-

lemy Saint-Hilaire à M. Varroy, n'a été expédiée qu'après avoir été révisée et approuvée par M. le président de la République.

Nous sommes en mesure d'affirmer que cette assertion n'a pas le moindre fondement.

Une Circulaire du maréchal Mac-Mahon

On lisait dans la Liberté d'avant-hier 28 février :

M<sup>me</sup> Engelsson, demeurant 6, rond-point des Champs-Élysées, a trouvé un moyen pour obtenir la paix universelle, et elle le propose à l'armée française dans une circulaire que nous avons sous les yeux.

« Je ne voudrais pas, dit-elle, que vous versassiez votre sang pour une illusion! Jetez vos armes et prenez des charries! Désarmez-vous... Quel sabre se lèverait sur une poitrine nue? Quel sabre toucherait la France, belle dans sa nudité? »

M<sup>me</sup> Engelsson ne doute pas une seconde que les autres nations ne suivent immédiatement l'exemple d'une « sœur » à qui la nudité va si bien.

Elle termine en priant les frères soldats de lui communiquer leurs « impressions » sur son idée. Elles les discuteront dans d'autres circulaires.

Nous apprenons aujourd'hui qu'hier, à la demande d'un grand nombre d'officiers, cette étrange a été expulsee du territoire français. M. Dubuisson, qui a imprimé la circulaire, est poursuivi pour ce fait. Une très grande exaspération régnait à ce sujet parmi le corps d'officiers de l'armée de Paris, et le ministre de la guerre a reçu cinq ou six ordres de mission au moins pour demander l'expulsion de M<sup>me</sup> Engelsson.

Ce matin le maréchal de Mac-Mahon a adressé la circulaire suivante à tous les généraux commandant les corps d'armées et les divisions de l'armée de Versailles :

Mon cher général, Il m'a été rendu compte de l'envoi qui aurait été fait, par la poste, aux sergents-majors des 1<sup>res</sup> compagnies de chaque bataillon de l'armée de Versailles, des paquets renfermant des circulaires signées Engelsson, publiées à l'occasion de l'anniversaire du 24 février.

« Bien que la plupart de ces paquets aient été remis, soit par les vaguemestres aux chefs de corps, soit par les sergents-majors à leurs officiers de compagnie, pour être détruits, je vous prie de prendre des mesures pour arrêter et empêcher la distribution parmi les troupes sous vos ordres de tout imprimé ayant un caractère politique. »

Recevez, etc.

Le maréchal commandant en chef MAC-MAHON.

LETTRES DE BRUXELLES

28 février 1872.

Relativement aux soirées précédentes, tout s'est bien passé hier à Anvers. Le meeting en lieu commun d'habitude au café des Arcades. On a beaucoup péroré, sans rien dire de nouveau. Chacun a exprimé la joie que lui causait le départ du comte de Chambord. Malheureusement, quelques individus ont proféré contre le prétendant de grossières insultes, lesquelles, j'ai le regret de le dire, ont trouvé de l'écho dans l'auditoire.

« A la sortie du café, les meetinguistes ont été sifflés par les catholiques, mais il n'y a pas eu de rixes; c'est à peine si quelques horions ont été échangés. »

Les reporters anglais ont quitté Anvers dans la matinée. Nécessairement ils ont pris la route de la Hollande.

Anvers a retrouvé sa physionomie habituelle. Les étrangers n'y sont plus qu'en très petit nombre. Dans ce moment, le mouvement du port est très peu considérable, à cause de l'hiver.

Dordrecht, où s'est retiré M. le comte de Chambord, est une petite ville très riche et très ancienne de la Hollande méridionale. Elle est bâtie dans une île au milieu de la Meuse. Elle est à deux lieues de la Haye, à cinq de Rotterdam et à quatre seulement d'Amsterdam. Sa population atteint à peine

Demain sera distribuée aux députés la première livraison du rapport de M. Delprat sur les causes de l'insurrection du 18 mars.

C'est aujourd'hui que le 6<sup>e</sup> bureau doit s'occuper de la vérification de l'élection de M. Rouhier.

D'après un bruit mis en circulation depuis hier, le maréchal Bazaine aurait été arrêté. Cette nouvelle est absolument inexacte.

L'escadre russe est entrée dans le port de la Havane le 27 février, commandée par le prince Alexis. Elle a reçu les honneurs militaires. Un grand bal a été organisé le soir au palais par les soins de la municipalité. Tous les officiers supérieurs de l'escadre et les principaux notabilités de la Havane y assistaient.

Toutes les tentatives de grèves qui s'étaient produites à Lyon ont échoué successivement.

Par ordonnance de M. le garde des sceaux du 15 février, MM. les conseillers Burin-Desroziers et Dumas ont été nommés pour présider la cour d'assises de la Seine pendant le deuxième trimestre de 1872.

Par d'autres ordonnances en date du même jour, le ministre de la justice a désigné ceux de MM. les conseillers de la cour d'appel de Paris qui présideront les assises du même trimestre dans les départements de Seine-et-Oise, de Seine-et-Marne et de la Marne. M. Gast présidera à Versailles, M. Petit à Melun, et M. Jousset à Reims.

Table with multiple columns containing financial data, including bond prices (OBLIGATIONS), interest rates (PRIMES), and exchange rates (CHANGES).

Table with multiple columns containing financial data, including bond prices (OBLIGATIONS), interest rates (PRIMES), and exchange rates (CHANGES).

Table with multiple columns containing financial data, including bond prices (OBLIGATIONS), interest rates (PRIMES), and exchange rates (CHANGES).

LE BULLETIN FINANCIER

Deux heures. — Nous avons dit hier que la haute banque ayant vendu des primes, il était vraisemblable qu'on baisserait jusqu'à la réponse. La baisse s'est produite en effet, mais dans des proportions si sérieuses, que la cause que nous avions indiquée ne suffisait pas seule à la justifier.

Le discours de M. le ministre de l'intérieur, prononcé d'une manière si inopportune, pour annoncer à la veille même de la liquidation

qu'un emprunt était imminent, a provoqué cette dépréciation. En vérité, les ministres de M. Thiers ne sont pas heureux. Le 3 0/0 est à 56 40. Le 5 0/0 est à 89 70. Le Morgan fait 510; la première cote de Londres est arrivée avec 1/8<sup>e</sup> de hausse sur les Fonds français.

Les obligations de la Ville de Paris sont plus fermes.

Le Foncier est toujours l'objet de la spéculation, et cette spéculation peut s'exercer à la hausse sans entrave, car le marché de la valeur est entièrement abandonné au public.

Il suffit d'acheter un très petit nombre de titres pour soutenir le cours, et même pour le faire avancer. La Banque est plus faible. Le Mobilier est à 472 50. La Société des Dépôts est à 55 fr. au-dessous du pair.

Point de variations sensibles sur les actions des chemins de fer. Les obligations de ces entreprises ont également un marché très restreint.

On est ferme sur le Gaz à 702 50. Les Transatlantiques se maintiennent à 248 75. Les Petites-Voitures font 212 50. Le Suez résiste à la baisse générale qui frappe les meilleures valeurs.

L'Italien est bien tenu à 66 65. Les obligations Ottomanes sont demandées. Le Dollar est lourd.

Le Mobilier espagnol est très ferme à 536. L'Assemblée générale des actionnaires du Crédit foncier Suisse a eu lieu hier, 28 février, à Genève. Les propositions du conseil ont été adoptées. La distribution d'un dividende sur les actions a été acceptée à l'unanimité. Pour témoigner leur reconnaissance de la sympathie avec laquelle la Société a été accueillie en France, les actionnaires ont voté une somme de 25,000 fr. pour la libération du territoire.

Trois heures. — Bourse très faible. La Rente est à 56 30; l'Emprunt à 89 80; l'Italien à 66 90.

D'ANGLET.

On entend divers fournisseurs sur la présentation de mémoires fictifs. M. Mézard, horticulteur à Paris, dit qu'il a fait figurer les fleurs dans un mémoire, sans savoir si elles étaient destinées au concours régional ou à une personne avec laquelle M. Janvier de la Motte avait des relations.

M. Letondeur, ancien marchand de comestibles à Paris, a fait des fournitures s'élevant à la somme de 28,000 fr.

M. Cheteville, ancien adjoint à Evreux, a signé divers mémoires, croyant qu'ils étaient dus par le département.

Le président lui fait observer que c'est un tort, et que l'on ne dispose pas ainsi de l'argent des contribuables. Le président s'élève contre le système de virement employé et que l'on voudrait justifier, cela, dit-il, pour l'honneur de l'administration française, ne se passait ainsi que dans l'Eure.

L'audience continue.

(Agence Havas.)

DERNIÈRE HEURE

On nous écrit de Versailles :

L'île des Pins et l'île de Caux sont définitivement choisies pour lieux de déportation.

Les récits publiés par plusieurs journaux de ce matin, de la séance d'hier de la commission chargée d'examiner le projet de loi Victor Lefranc, sont inexacts.

La commission a résolu de garder le secret le plus rigoureux sur ses délibérations et aucun de nos confrères n'a pu recevoir de communications plus précises que celles, très vagues, que je vous ai transmises hier.



25,000 âmes. Ses monuments, entre autres la cathédrale, sont très remarquables. On pense généralement que c'est cette dernière considération qui a décidé M. le comte de Chambord à y établir sa résidence provisoire.

Cependant, s'il faut en croire le journal *l'Opinion* d'Anvers, M. de Chambord a été l'objet, à son arrivée, d'une manifestation hostile. Il aurait été conduit à coups de sifflets jusqu'à son hôtel.

Bien entendu, je ne vous donne cette nouvelle que sous toutes réserves, et j'en laisse toute la responsabilité à la feuille anversoise.

## ÉCHOS PARLEMENTAIRES

23 février.

On ne parle dans les couloirs que de l'interpellation qui va être, dit-on, déposée par M. Chaurand sur la fameuse lettre Barthélemy Saint-Hilaire. Des négociations sont entamées auprès du terrible baron dans le but de l'amener à un désistement. En attendant leur résultat, on ébauche la discussion qui reste en perspective. Voici comment, au centre gauche et au centre droit, c'est-à-dire dans les milieux les plus pondérés, les mieux équilibrés de la Chambre, on envisage la question.

La constitution Rivet a organisé deux ordres de responsabilité entièrement distincts : la responsabilité du président de la République et la responsabilité des ministres. La lettre Barthélemy Saint-Hilaire, émanant du chef du cabinet du président de la République, n'engage, tout au plus, que la responsabilité de M. Thiers. C'est donc à M. Thiers, non à aucun de ses ministres, que toute interpellation sur cette lettre devrait s'adresser. Or, peut-on contester à M. Thiers, député élu par vingt-sept départements, et en qui la constitution Rivet s'est montrée soucieuse de respecter le titre de député, peut-on contester à M. Thiers le droit d'exposer à l'un de ses collègues ses vues sur la forme du gouvernement? Assurément non, répondent la plupart des hommes des partis conservateurs libéraux que j'ai nommés plus haut.

La séance s'ouvre sur la suite de la discussion de la loi d'enregistrement. A part quelques modifications qui n'en corrigent point sensiblement les vices radicaux que vous avez signalés, le projet de la commission est adopté.

Vers quatre heures, les membres de la commission chargée d'examiner le projet de loi Victor Lefranc rentrent en séance. Ils viennent d'entendre les ministres de la justice et de l'intérieur.

Deux nouvelles se répandent aussitôt dans les couloirs et les tribunes : les membres de la commission garderont, même envers leurs collègues, le secret le plus rigoureux sur l'état des négociations avec le gouvernement.

Il n'y aura pas d'interpellation sur la lettre Barthélemy Saint-Hilaire. M. Thiers a fait déclarer par M. Victor Lefranc qu'il n'en connaissait pas l'existence.

M. le baron Chaurand est très entouré dès son arrivée dans la salle; MM. de la Rochejaquelein, Depierre, de Mornay, Gascogne, l'abandonnent et semblent prêter le plus vif intérêt à ce qu'il leur raconte. Débarassé de ces messieurs, il se rend au banc de MM. de Carayon-Latour et de Larochefoucauld; MM. de Kerdrel, Lucien Brun, Moulin viennent l'y rejoindre, et une nouvelle conversation, aussi animée, aussi écoutée que la précédente, s'engage.

Pendant ce temps, on aborde la discussion de la proposition Amédée Lefebvre tendant à instituer une commission spéciale qui serait chargée d'examiner les propositions de loi relatives à la libération de la dette envers la Prusse. Question bien délicate — la discussion l'a prouvé — et sur laquelle il ne m'appartient pas d'engager l'opinion du journal.

La Chambre, consultée, décide qu'elle ne passera pas à la discussion des articles.

## REVUE DES JOURNAUX

La *Gazette de France* s'attache à enlever toute signification officielle et toute importance politique à la lettre de M. Barthélemy Saint-Hilaire au président du conseil général de Meurthe-et-Moselle.

Elle croit que toutes les interprétations que l'on a données du manifeste épistolaire, sont également exagérées, aussi bien celles qui veulent y voir la pensée du président de la République et du cabinet de M. Thiers, que celles qui se contentent de la prendre comme une inspiration solitaire de M. Barthélemy Saint-Hilaire.

S'il est officiel, dit-elle, nous reconnaissons qu'il est fâcheux; mais, entendons-nous : fâcheux uniquement pour le président de la République et

pour M. Barthélemy Saint-Hilaire; car il ne peut avoir d'effet sérieux sur notre situation. Ce ne sont pas quelques mots écrits légèrement par l'honorable député de Seine-et-Oise, esprit aimable, mais plus philosophe qu'homme d'Etat, qui peuvent beaucoup dans la balance de nos destinées.

M. Barthélemy Saint-Hilaire, quand il rédige de ces petits billets, se figure peut-être faire avancer le char de l'Etat du côté du ravin de ses révolutions; mais il fait tout le contraire : il laisse supposer à beaucoup de gens que l'honorable M. Thiers n'a pas une politique franche et avoue l'escamotage auquel le poussent hautement les républicains, qui ne montrent pas en cette circonstance, il faut le reconnaître, une grande fermeté.

La *Gazette* rappelle les déclarations faites à deux reprises et solennellement à la tribune, par M. Thiers, déclarations dans lesquelles il assurait les monarchistes et les républicains que le dépôt du gouvernement, remis entre ses mains, serait conservé intact aussi bien pour les uns que pour les autres.

Lorsqu'un chef de gouvernement, continue-t-elle, s'est engagé avec solennité et par des affirmations aussi solennelles, est-ce un service à lui rendre que de laisser supposer qu'il a approuvé ou seulement connu la lettre de M. Barthélemy Saint-Hilaire? Il n'y a pas deux manières de tenir sa parole, ni deux manières d'être honnête. Nous ne sommes pas sous l'Empire, où l'on enseignait publiquement qu'il y a deux morales; aussi nous voulons rester convaincu que, à la première occasion, M. Thiers s'empressera de désavouer la lettre de son trop léger ami. Il doit avoir hâte de dissiper tous les doutes.

Le *Courrier de France* n'accepte pas avec la même confiance toutes les parties de la confidence politique faite par M. Barthélemy Saint-Hilaire à M. Varroy. *Venimus in cauda*. La dernière phrase, assez menaçante sous sa forme énigmatique, lui paraît avoir un besoin tout spécial de commentaire.

Nous ne voyons pas très clairement, dit-il, comment M. Thiers entend concilier le respect du pacte de Bordeaux avec « des mesures de nature à assurer le triomphe des idées républicaines. » Nous comprenons encore moins comment une loi répressive, qui ajoute des entraves nouvelles à toutes celles qui empêchent aujourd'hui l'expression libre de nos pensées, l'affirmation de nos opinions, est de nature à fortifier un système dont la base est ou devrait être la liberté.

Le gouvernement personnel ne tient pas un autre langage lorsqu'il annonce ses coups d'Etat ou ses transformations. Le *Courrier de France* a sans doute souvenir de cette fameuse lettre de Napoléon III à M. de MacMahon, qui eut de son temps un si grand retentissement.

Un appel à la majorité de la Chambre lui semblerait à la fois et plus rassurant pour le pays et plus constitutionnel, puisque nous vivons sous un provisoire parlementaire. Que M. Thiers laisse donc la politique de cabinet, qui se révèle par des surprises d'opinion.

Qu'il dise à la Chambre : « L'essai loyal est terminé; le vous rends le dépôt que vous m'avez confié; mais en même temps je vous adjure de consacrer définitivement la forme du gouvernement, que jusqu'ici vous n'admettiez qu'à titre provisoire! »

Que M. Thiers fasse cela, et les modérés de tous les partis l'approuveront.

Personnellement, sans doute, le chef de l'Etat limitera ses pouvoirs, amoindrira sa grande situation, mais la République sortira triomphante de cette épreuve, car les partis monarchiques sont actuellement trop divisés pour faire valoir leurs prétentions.

Nous n'avons pas besoin de reproduire ici les raisons déduites de l'observation des faits, qui font croire à la *Liberté* que la solution du provisoire, si la solution est aussi nécessaire qu'on le prétend, devra s'obtenir par des moyens moins contestables.

Le *Journal des Débats*, que l'on peut considérer comme un organe moins officiel que la *Gazette de France*, mais cependant autorisé de la fusion, affecte comme elle de ne voir dans la lettre de M. Barthélemy Saint-Hilaire que l'épanchement naïf et risqué d'une âme républicaine plus philosophique que politique.

M. E. Dufrenoy, le signataire de l'article, joint à l'appui de son observation des fineses d'esprit à l'adresse d'une certaine traduction d'Aristote, faite par M. Barthélemy Saint-Hilaire, œuvre de mérite d'ailleurs, et fort appréciée des hellénistes. Tout cela est peut-être fort ingénieux, mais nous ayons vu n'en pas goûter toute la saveur académique. *Odî profanum vulgus*, dira-t-il. C'est possible; mais on ne refait pas son dictionnaire littéraire pour apprécier les bernaies d'un article.

En résumé, le *Journal des Débats* pense que M. Barthélemy Saint-Hilaire vient de compromettre le sort de la proposition Victor Lefranc.

Ainsi, voilà qui est entendu, dit-il, le gouvernement, appuyé sur M. Barthélemy Saint-Hilaire, pousse le pays dans la république définitive, et le président de la République, appuyé sur M. Victor Lefranc, fait tout le contraire.

— Avec la fille du comte de Ravenay, la fille du propriétaire du château des Aulnais, d'où nous sortons en ce moment.

— Et ce mariage était-il vu de bon œil par tout le monde?

— Par tout le monde sans exception.

— Alors ce ne peut être non plus pour cela. Mais, dites-moi, Dominique, ici même, dans cette maison, aimait-on le capitaine Horace?

— On ne l'aimait pas, on l'adorait.

— Sa sœur, Mme d'Artigues?

— Sa sœur mourra ou deviendra folle rien qu'à cause de cet assassinat.

— M. Jacques, le beau-frère?

— Il ne pouvait vivre sans lui. La nuit même où le crime a eu lieu, il voulait l'accompagner, car ils sont sortis ensemble.

— Ah! ils sont sortis ensemble, Dominique?

— Oui, mais pour aller chacun d'un côté opposé.

— Bon! pensa le limier à part lui, voilà un détail, peut-être insignifiant, mais que ce valet seul pouvait me donner.

Et tout hant :

— Devaient-ils rentrer ensemble?

— Non, monsieur Simon; seulement il avait été à peu près convenu avec Mme d'Artigues qu'ils ne demeureraient pas longtemps dehors, ni l'un ni l'autre.

— On allait donc le capitaine, ce soir-là?

— C'est ce qu'on ne sait pas encore au juste.

— Il n'avait donc rien dit de ce qu'il voulait faire?

— Si fait bien. Tenez, moi, j'en savais quelque chose.

— Eh bien, qu'est-ce que c'était?

— Primo, il devait aller dire ventrisme à terre un petit bonsoir à la demoiselle des Aulnais, sa promise.

— Bon, nous savons cela.

— Mais auparavant il devait commencer par aller porter quelque chose chez le notaire

moment où l'on travaillait à un rapprochement entre la loi d'enregistrement et la loi Victor Lefranc. Quant au droit de M. Barthélemy Saint-Hilaire, il est hors de discussion.

Il nous semble que les monarchistes dans l'Assemblée nationale doivent être satisfaits de la conduite de leur collègue. Ils étaient disposés à toutes les concessions lorsque le traducteur de la lettre de M. Varroy à M. Fréner, garde, nous faisons une loi contre la monarchie, et ce ne sera pas la dernière. Les républicains peuvent-ils être aussi satisfaits? Nous ne le pensons pas. N'est-ce point avouer la fragilité de la République que de chercher à la fonder par des moyens de procureur et grâce à l'équivoque d'un texte de loi? Ceux qui veulent établir un gouvernement quelconque en France, le républicain comme le monarchique, ne doivent pas l'introduire par une porte basse et étroite.

De tout cela nous concluons que M. Barthélemy Saint-Hilaire a perdu une belle occasion de ne pas écrire, et qu'il faut au moins servir par son silence le gouvernement de son choix. L'Assemblée est donc avertie : si elle vote la loi Victor Lefranc sans la modifier, elle saura ce qu'elle fait et où on la mène.

## CHRONIQUE DÉPARTEMENTALE

On se rappelle que, malgré les précautions prises par les autorités, la rentrée à Lille de la députation légitimiste, de retour d'Anvers, a été l'occasion de quelques désordres.

La *Vraie France*, de Lille, publie à ce propos la note suivante :

Des plaintes ont été portées devant la justice au sujet des violences, des sévices et des dommages dont nombre de nos amis ont été victimes dimanche soir. Une instruction est commencée, et des témoins sont cités pour déposer des faits à leur connaissance.

La note ci-après, publiée par *l'Océan*, de Brest, fait suite à celles que nous avons empruntées hier sur le même sujet à la *Digue de Cherbourg* et à la feuille toulonnaise, la *Sentinelle du Midi*.

Des bruits de tentatives de débarquement par l'empereur circulent encore dans Brest; nous ne savons ce qu'ils ont de fondé. L'armement en hâte de l'Admiral, bâtiment léger et rapide, a seul pu dominer, croyons-nous, créance à de pareils bruits.

Pourtant il y a quelque chose dans l'air; car à Lorient et à Cherbourg, les stationnaires de ces ports ont subitement pris la mer pour des destinations inconnues.

Par une décision rendue le 24 février, le juge de paix de Rodez a ordonné la radiation des élèves du grand séminaire, indûment portés, paraît-il, sur les listes électorales de cette ville.

Le *Courrier de l'Aveyron* croit devoir tirer de ce jugement les conclusions ci-après :

On sait que c'est grâce à ce nombre de faux électeurs que les monarchistes ont été battus aux dernières élections municipales et que la liste républicaine l'a emporté. Nous aimons à croire que, reconnaissant le vice de leur élection, et convaincus qu'ils ne représentent pas la majorité de la population de Rodez, les membres du conseil municipal n'hésiteront pas à se démettre de leurs fonctions et à faire un nouvel appel aux électeurs.

## TRAVAUX PARLEMENTAIRES

LOI SUR LES TABACS

La commission du budget de 1872, par l'organe de M. Wilson, a déposé son rapport sur le projet du gouvernement, relatif aux tabacs. Elle conclut à l'adoption du projet.

Article 1<sup>er</sup>. — Le prix des tabacs ordinaires que la loi vendra aux consommateurs est fixé à 12 fr. 50 cent par kilogramme.

Art. 2. — Le tabac à prix réduit, dont la fabrication est prescrite par l'article 175 de la loi du 28 avril 1816, ne comprendra plus de tabac à priser.

Le prix du scellatari de cantine ne pourra être inférieur à 3, 6 et 8 fr. chez les débitants, suivant les zones auxquelles ils appartiendront. — Les rôles dits de cantine seront exclusivement vendus, dans la première et la deuxième zone, au prix de 6 et 8 fr. chez les débitants, destinés aux troupes de terre et de mer, continueront à être vendus aux prix de 1 fr. 50 cent le scellatari et de 2 fr. pour les rôles.

Art. 3. — Les procès-verbaux et actes divers relatifs à l'exécution des lois concernant les tabacs, pourront être établis par un seul exemplaire.

Art. 4. — Les articles 174 et 175 de la loi du 28 avril 1816 sont abrogés.

## LES ACTES OFFICIELS

LES SURTAXES D'ENREGISTREMENT

Le *Journal officiel* promulgue ce matin même la loi sur l'enregistrement, votée hier soir par l'Assemblée nationale. Nous la reproduisons intégralement, car elle intéresse tout le monde :

L'Assemblée nationale a adopté,

Le président de la République française promulgue la loi dont la teneur suit :

Art. 1<sup>er</sup>. — La quotité du droit fixe d'enregist-

rement auquel sont assujettis, par la loi du 22 frimaire an VII et par les lois subséquentes, les actes ci-après, sera déterminée ainsi qu'il suit, savoir :

1<sup>o</sup> Les actes de formation et de prorogation de Société, qui ne contiennent ni obligation, ni libération, ni transmission de biens, meubles ou immeubles, entre les associés ou autres personnes, par le montant total des apports mobiliers et immobiliers, déduction faite du passif;

2<sup>o</sup> Les actes translatifs de propriété, d'usufruit ou de jouissance de biens immeubles situés en pays étranger ou dans les colonies françaises, dans lesquels le droit d'enregistrement n'est pas établi, par le prix exprimé en y ajoutant toutes les charges en capital;

L'article 14 de la loi du 10 juin 1824 est abrogé.

3<sup>o</sup> Les actes ou procès-verbaux de vente de marchandises avariées par suite d'événements de mer et de débris de navires naufragés, par le prix exprimé en y ajoutant toutes les charges en capital.

4<sup>o</sup> Les contrats de mariage soumis actuellement au droit fixe de 5 francs, par le montant net des apports personnels des futurs époux;

5<sup>o</sup> Les portés de biens meubles et immeubles entre copropriétaires, cohéritiers et coassociés à quelque titre que ce soit, par le montant de l'acte net par partie;

6<sup>o</sup> Les prorogations de délai pures et simples, par le montant de la créance dont le terme d'exigibilité est prorogé;

7<sup>o</sup> Les adjudications et marchés pour constructions, réparations, entretien, approvisionnements et fournitures, dont le prix doit être payé directement par le Trésor public, et les cautionnements relatifs à ces adjudications et marchés, par le prix exprimé au prix d'évaluation des objets;

L'article 73 de la loi du 15 mai 1818 est abrogé.

10<sup>o</sup> Les titres nouveaux et reconnaissances de rentes dont les actes constitutifs ont été enregistrés par le capital des rentes.

Art. 2. — Le droit fixe établi par l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 22 avril 1816, sera fixé ainsi qu'il suit :

A 5 francs pour les sommes ou valeurs de 5,000 francs et au-dessous, et pour les actes ne contenant aucune énonciation de sommes et valeurs ni dispositions susceptibles d'évaluation;

A 10 francs pour les sommes ou valeurs supérieures à 5,000 francs, mais n'excédant pas 10,000 francs;

A 20 francs pour les sommes ou valeurs supérieures à 10,000 francs, mais n'excédant pas 20,000 francs;

Et ensuite à raison de 20 francs par chaque somme ou valeur de 20,000 francs ou fraction de 20,000 francs.

Si les sommes ou valeurs ne sont pas déterminées dans l'acte, il y sera suppléé, conformément à l'article 16 de la loi du 22 frimaire an VII.

Art. 3. — Si, dans le délai de deux années à partir de l'enregistrement des actes spécifiés dans l'article 1<sup>er</sup> ci-dessus, la dissimulation des sommes ou valeurs ayant servi de base à la perception du droit fixe est établie par des actes ou déclarations de la justice, le droit d'enregistrement sera perçu, indépendamment des droits simples supplémentaires, un droit en sus, lequel ne peut être inférieur à 50 francs.

Art. 4. — Les divers droits fixes auxquels sont assujettis par les lois en vigueur les actes civils, administratifs ou judiciaires, autres que ceux énumérés dans l'article 1<sup>er</sup> ci-dessus, seront maintenus, et les droits de perception de ces actes, par les parties et les agents salariés par l'Etat, les départements et les communes, dont le traitement et ses accessoires n'excèdent pas 1,500 fr., ne seront soumis qu'à un droit de 3 fr.

Art. 5. — Tout soumis au droit proportionnel, d'après les tarifs en vigueur,

Les mutations de locations et distributions de sommes, quelle que soit leur forme, et qui ne contiennent ni obligation ni transport par le débiteur;

2<sup>o</sup> Les mutations de propriétés de navires, soit totales, soit partielles. Le droit est perçu soit sur l'acte ou le procès-verbal de vente, soit sur la déclaration faite pour l'inscription de la vente, ou l'immatriculation au nom du nouveau possesseur.

Les articles 50 et 51 de la loi du 21 avril 1818 sont abrogés.

Art. 6. — Les obligations imposées au preneur, dans le cas de location verbale, par l'article 11 de la loi du 23 août 1871, seront maintenues, et le droit d'enregistrement sera perçu sur le contrat de location, sans son recours contre le preneur.

Néanmoins, les parties restent solidaires pour le recouvrement de droit simple.

Art. 7. — Les mutations de propriété à titre onéreux de fonds de commerce ou de clientèle sont soumises au droit d'enregistrement de 2 fr. par 100 fr. Ce droit est perçu sur le prix de la vente de l'achalandage, de la cession du droit au bail, et des objets mobiliers ou autres, servant à l'exploitation du fonds, à la seule exception des marchandises neuves garnissant le fonds. Ces marchandises ne sont assujetties qu'à un droit de 1 fr. par 100 fr. à condition qu'il sera stipulé pour elles un prix particulier, et qu'elles seront désignées et estimées, article par article, dans le contrat ou dans la déclaration.

Art. 8. — Les actes sous signatures privées contenant mutation de propriété de fonds de commerce ou de clientèle sont enregistrés dans les trois mois de leur date.

A défaut d'acte constatant la mutation, il y est suppléé par des déclarations détaillées et estimatives faites au bureau de l'enregistrement de la situation du fonds de commerce ou de la clientèle, dans les trois mois de l'entrée en possession.

A défaut d'enregistrement ou de déclaration dans les délais fixés ci-dessus, il sera fait application des dispositions du paragraphe 1<sup>er</sup> de l'article 14 de la loi du 23 août 1871. Sont également applicables aux mutations de propriétés des fonds de commerce ou de clientèle les dispositions de l'article 14 de la loi du 23 août 1871.

— C'est bon, Dominique, repartit l'agent de police; voilà bien des choses dont la justice pourra faire son profit.

Une minute après, l'infatigable furet faisait son entrée dans la chambre où l'on procédait à l'enquête.

— Monsieur Simon, dit le procureur impérial, on vient de m'apprendre que vous aviez jugé à propos d'amener ici un certain idiot du nom de Bastien. C'est un enfant d'abord; en second lieu, un enfant privé de raison. En quoi pensez-vous donc qu'il puisse être utile à l'instruction?

— Monsieur le procureur impérial, vous le savez, l'usage est d'arrêter dans le premier moment tout ce qui se rapporte de près ou de loin au crime. Or, cet enfant vivait dans les bois de la Sauvagerie.

— Ah! objecta Jacques d'Artigues, il vit tantôt là, tantôt ailleurs.

— Il y était la nuit de l'attentat, et cela doit suffire, repartit l'officier de paix. Ensuite il a été trouvé muni de la moitié d'une baguette en or qui appartenait à la victime.

— Oui, mais s'il ne sait ni penser ni parler, qu'en ferons-nous?

— C'est ce que j'ai déjà eu l'honneur de faire observer tant au château des Aulnais qu'ici même, repartit Jacques.

— Oui, répliqua M. Simon, j'ai pu remarquer que M. d'Artigues mettait une certaine insistance à ce qu'on ne se servît pas du témoignage de cet enfant.

— J'ai seulement dit, monsieur, que je croyais ce témoignage inutile.

— Eh bien! c'est ce que nous aurons à apprécier, en effet, peut devenir une preuve à un certain moment.

Puis, en ramenant sa pensée sur les scènes qui s'étaient produites dans la matinée, il reprit la parole à propos des pièces de conviction.

— Evidemment, dit-il, l'arrestation de

de commerce ou de clientèle, les dispositions des paragraphes 2 et 3 dudit article, relatives à l'ancien possesseur, et celles des articles 12 et 13 de la même loi concernant les dissimulations dans les prix de vente.

L'insuffisance du prix de vente du fonds de commerce ou de clientèle peut également être constatée par expertise, dans les trois mois de l'enregistrement de l'acte ou de la déclaration de la mutation.

Il sera perçu un droit en sus sur le montant de l'insuffisance entre les frais d'expertise, s'il y a lieu, et si l'insuffisance excède un huitième.

Art. 9. — La mutation de propriété des fonds de commerce ou de clientèle est suffisamment établie par la demande et la poursuite des droits d'enregistrement et des amendes, par les actes ou écrits qui révèlent l'existence de la mutation ou par l'inscription aux rôles des contributions du nom du nouveau possesseur, et des paiements faits en vertu de ces rôles, sans preuve contraire.

Art. 10. — Sont soumis au droit proportionnel de 50 centimes par 100 francs les lettres de change et tous autres effets négociables, lesquels pourront être présentés à l'enregistrement avec les pièces qui en auront été faites.

Les dispositions de l'article 50 de la loi du 28 avril 1816, concernant les lettres de change, sont abrogées.

Il n'est rien innové en ce qui concerne les warrants.

Art. 11. — Le droit de décharge de 10 centimes, créé par l'article 18 de la loi du 23 août 1871, pour constater la remise des objets, sera réuni à la taxe due pour les récépissés et lettres de voiture, qui est fixée ainsi qu'il suit :

Récepissés délivrés par les compagnies de chemins de fer (droit de décharge compris), 0, 35; Lettres de voiture (droit de décharge compris), 0, 70.

Délibéré en séance publique, à Versailles, le 28 février 1872.

## LE TRANSPORT DES BOISSONS

Le président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Art. 1<sup>er</sup>. — Les déclarations exigées avant l'enlèvement des boissons par l'article 10 de la loi du 23 août 1816, contiendront, outre les énonciations prescrites par ledit article, l'indication des principaux lieux de passage que devra traverser le chargement, et celle des divers modes de transport qui seront successivement employés, soit pour toute la route à parcourir, soit pour une partie seulement; à charge, dans ce dernier cas, de compléter la déclaration en cours de transport.

Les contraventions aux dispositions du présent article, seront punies de la confiscation des boissons saisies et d'une amende de 500 francs à 5,000 francs.

Art. 2. — Tout destinataire de boissons spiritueuses, accompagnées d'un acquit, qui aura parcouru un trajet de plus de deux myriamètres sans être représenté, en même temps que l'expédition de la régie, les bulletins de transport, lettres de voitures et connaissements applicables au chargement.

A défaut de l'accomplissement de cette formalité, et dans le cas où il ne résulterait pas des pièces représentées que le transport des spiritueux a été effectué ou lieu dans les conditions de la déclaration, les doubles droits garantis par l'acquit à caution deviendront exigibles, sans préjudice de toutes autres peines encourues pour contraventions.

Art. 3. — Les acquits à caution délivrés pour le transport des boissons ne sont pas déchargés qu'après la prise en charge des quantités et énonciations, si le destinataire est assujéti aux exercices des employés de la régie, ou le paiement du droit dans le cas où il serait dû à l'arrivée.

Les employés ne pourront délivrer de certificats de décharge pour les boissons qui ne seraient pas représentées ou qui ne le seraient qu'après l'expiration du terme fixé par l'acquit à caution, ni pour les boissons qui ne seraient pas de l'espèce énoncée dans l'acquit à caution.

Les marchands en gros ne pourront user du bénéfice de l'article 100 de la loi du 28 avril 1816, qui leur permet de transvaser, mélanger et contrôler leurs boissons hors la présence des employés, per leurs boissons qui les auront employées, avec acquit à caution, auront été vérifiées par le service de la régie et reconnues entièrement conformes à l'expédition.

Art. 4. — Sont assujettis aux formalités de la circulation prescrites par le chapitre 1<sup>er</sup>, titre I, de la loi du 28 avril 1816, les vins, eaux de senteur, élixirs, chloroformes et toutes autres préparations à base alcoolique.



## LE PARC DE MONTRETOIT

Nous avons visité hier le parc de Montre-toit, et nous avons constaté que, si les dégâts du parc proprement dit sont à peu près complètement réparés; il est loin d'en être de même des villas. Pour deux ou trois, en effet, auxquelles les ouvriers travaillent activement, la plupart restent dans l'état où les a laissées la guerre. Une seule parmi ces villas n'a pas été gravement endommagée ou détruite, c'est celle de M. le comte de Bonnevalle, miraculeusement préservée.

## LES CARPES DE SAINT-GERMAIN-L'AUXERROIS

On répare en ce moment la chapelle de l'abbaye qui s'avance sur la rue de l'Abbaye. Quelques projectiles ont endommagé les carpes coupées en morceaux, dont les fragments se balançaient en l'air, et ont été ramassés dans la galerie qui couronne la chapelle. Cette ornementation bizarre attirera toute l'attention. Nous interrogeons l'architecte chargé des travaux et il nous apprend que la nef était autrefois construite par des particuliers. Un sieur Tronçon fit bâtir une chapelle à l'abbaye, et pour que le souvenir de ce fait restât imprimé dans la pierre, il fit sculpter en corniche et en guise d'ornements des tronçons de carpe. Telle est l'origine de cette bizarre décoration, sorte de hiéroglyphe dont bien des savants ont déjà cherché le mot sans le trouver.

## LA MAISON DE ROSSINI

Nous sommes passé hier devant la maison de Rossini, rue de la Pompe, à Passy, cette maison, qui a reçu, pendant le dernier siècle, de soixante obus, et qui était complètement effondrée, commence à se relever de ses ruines. M<sup>me</sup> veuve Rossini vient fréquemment surveiller elle-même les travaux. On a déjà dépensé 60,000 francs, et, avant que tout soit fini, il en faudra encore dépenser 35 ou 40,000. Dans la chambre où Rossini est mort, on a trouvé plus de cinquante éclats d'obus de toute dimension et un boulet plein.

## ENGHIEN

Nous avons visité hier le joli village d'Eng-hien, et nous avons constaté qu'il a presque complètement repris sa physionomie accoutumée. Tous les chalets qui entourent le lac, et dont les Prussiens avaient démolé une grande partie, sont reconstruits aujourd'hui, et les propriétaires riverains ont fait faire, pour la plupart, de nouvelles plantations dans leurs parcs dévastés. Le casino d'Eng-hien est complètement restauré et tout prêt à s'ouvrir pour les fêtes, pendant la saison qui va commencer. Dans le Jardin des Roses, les jardiniers travaillent encore, mais ils auront terminé leur œuvre à la fin de cette semaine. Les Prussiens avaient laissé ce charmant endroit dans le plus triste état. Tout est donc prêt pour la saison qui va commencer en mai.

## SUICIDES ET ACCIDENTS

Hier, à deux heures, à l'angle du boulevard Saint-Martin et de la rue Saint-Martin, Clément Develle, domestique chez le sieur La-font, a été écrasé par une tapissière qui passait au grand galop sur la chaussée.

Rue Saint-André-des-Arts, la fille Adèle Caron a été trouvée ce matin asphyxiée au milieu de sa chambre. Un réchaud de charbon de bois avait servi à cette malheureuse à mettre à exécution la funeste résolution qu'elle avait déjà communiquée à plusieurs personnes.

Hier après midi, le sieur Emile Dubois, couvreur, demeurant rue Oberkampf, en travaillant à la réparation de la toiture d'une maison, sise rue de Sévres, glissa le long d'un échafaudage, se retint pendant quelques minutes, par des efforts surhumains, au rebord de la gouttière, puis, ses forces épuisées, lâcha prise et tomba lourdement sur la chaussée. Quelques passants, témoins de cette scène tragique, s'empressèrent de le relever; mais le malheureux poussait d'effroyables gémissements. Il s'était, dans la chute, brisé les deux jambes et le bras gauche. On le transporta, avec tous les ménagements que réclamait son état, à l'hospice des incurables, rue de Sévres, où il fut admis d'urgence. Ses blessures sont affreuses, et l'on n'a guère d'espoir de le sauver.

Rue Saint-Jacques, 137, le sieur Alexandre Regnier, chimiste, a été trouvé étendu sans vie sur le parquet de sa chambre. Il avait succombé la nuit à une congestion cérébrale.

Un petit enfant nouveau-né, paraissant âgé de 10 jours a été déposé hier, dans la nuit, sur un tas d'ordures qui se trouvait en face le n° 1 de la rue du Château. M. Leclerc, commissaire de police fit procéder à une enquête qui amènera, nous l'espérons la découverte de la mère déshéritée qui l'a ainsi abandonné.

Hier, à trois heures de l'après-midi, une détonation se fit entendre au troisième étage du numéro 7 de la rue des Francs-Bourgeois. Le sieur Paul Buquet venait de se tirer un coup de pistolet au cœur. La mort a été instantanée. On ignore les motifs du suicide.

Cette nuit, la dame veuve Cloisonneau est morte d'un coup de sang, dans sa voiture, au moment où, arrivée aux halles, elle se disposait à débarrasser sa marchandise.

## EMPOISONNEMENT PAR DES MOULES CRUS

Un cas assez rare d'empoisonnement s'est produit hier, dans la famille de M. J. A., demeurant rue de la Glacière: cinq personnes venant de manger à déjeuner un plat de moules crues, lorsqu'elles furent subitement prises de violentes coliques. Le docteur Brachet appelé aussitôt constata l'empoisonnement et administra un puissant réactif.

Les moules analysées n'ont pas laissé de doute sur leur mauvaise qualité; elles étaient saturées d'oxyde de cuivre.

## LE LAVAGE AUX FONTAINES PUBLIQUES

Pendant les deux sièges, plusieurs habitants des quartiers excentriques avaient pris la mauvaise habitude de laver du linge aux fontaines publiques. Des plaintes répétées étant parvenues à l'administration, un arrêté de la municipalité, interdisant le lavage aux fontaines publiques, vient d'être affiché, qui indique la pénalité applicable aux contrevenants.

## ÉCHOS MILITAIRES

La commission présidée par M. le général Jinchamp vient de prendre une importante résolution. A l'avenir, les effets ne seront plus divisés par catégories; il n'y aura plus qu'un mode de perception: la masse individuelle; à laquelle seront rapportés les différents effets soit d'équipement, soit d'habillement en usage dans l'armée.

Cette révolution dans la comptabilité va permettre de réaliser d'importantes économies dans le personnel administratif, et fera disparaître une grande partie des paperasses

sous lesquelles il est de mode aujourd'hui d'écraser les corps.

**Permissions pour les militaires allant à l'étranger.** — Une circulaire récente du général de Cissey, adressée à tous les généraux et chefs de corps, renouvelle aux militaires qui désirent obtenir des congés ou des permissions pour les provinces récemment annexées à la Prusse, l'obligation de se munir d'une autorisation du ministre de la guerre.

On se rappelle les prescriptions spéciales notifiées il y a peu de temps à l'armée, au sujet des permissionnaires qui, se trouvant dans les départements occupés actuellement par les troupes allemandes, avaient, par leur mauvaise tenue ou leur manque de dignité, déconsidéré, aux yeux de la population et de l'étranger, l'uniforme dont ils sont revêtus. Nous serions alors en droit de demander pourquoi l'autorité supérieure ne défendrait pas de la façon la plus absolue, au moins aux officiers, de se montrer en uniforme, non seulement dans les provinces annexées, mais même dans les départements encore occupés.

Cette prétention des officiers allemands d'exiger le premier salut de tous les militaires français de n'importe quel grade, nous paraît tellement humiliante et vexatoire, qu'on ne saurait prescrire, selon nous, trop de précautions pour s'en affranchir.

Ne serait-ce pas, en outre, prévenir toute occasion de rixe entre les militaires des deux nations.

Dans l'intérêt de nos malheureux compatriotes, il faut éviter de fournir à un vainqueur peu généreux le moindre prétexte à des vexations nouvelles. Le poids de l'occupation étrangère n'est déjà que trop pénible à subir, pour qu'on s'expose à l'aggraver sans motifs.

**Terrains de Satory cédés à l'artillerie.** — Sur la proposition du ministre de la guerre, et d'après l'adhésion exprimée par le ministre des finances, le président de la République a décidé, par décret en date du 10 février, que les terrains du plateau de Satory autrefois cédés à bail par l'ancienne liste civile, pour les expériences de l'artillerie, seraient définitivement affectés au service de cette arme.

Une portion de ces terrains devra toutefois être réservée pour le service du génie, et la délimitation des parties affectées à chaque arme sera faite par une commission nommée à cet effet.

**Chevaux de l'armée mis à la disposition des éleveurs.** — Le ministre de la guerre a décidé récemment qu'en raison des pertes sévères subies par l'industrie chevaline française, à la suite des événements de guerre, un certain nombre de juments seraient désignées annuellement dans les corps de cavalerie, parmi celles de 4 à 8 ans, pour être mises à la disposition des éleveurs comme juments poulinières.

Le nombre en a été fixé à 320 pour 1872.

Une instruction détaillée règle les conditions de livraison et les obligations à imposer aux détenteurs de ces animaux.

Nous ne pouvons certainement qu'approuver, dans les circonstances présentes, les dispositions bienveillantes adoptées récemment par le général de Cissey en faveur des cultivateurs. Nous croyons néanmoins devoir présenter quelques observations au sujet de ces livraisons de chevaux de trait faites annuellement par l'artillerie. On n'ignore pas que cette mesure a pour but de soulager nos finances, tout en permettant à l'artillerie de conserver, pour les éventualités de guerre, un effectif d'animaux de trait qui permette de mobiliser rapidement un certain nombre de batteries.

Ce principe pouvait être vrai et surtout utile, alors qu'il n'était jamais question de mettre sur le pied de guerre tout ce que nos régiments d'artillerie peuvent fournir; mais dans les circonstances présentes créées par le fait même de la dernière campagne, l'appoint que pourraient donner les chevaux livrés aux cultivateurs est tellement insignifiant, que mieux vaudrait, selon nous, conserver continuellement dans les corps tous les animaux que comporte l'effectif de paix.

Il est, en effet, bien évident qu'un cheval livré souvent pour une période fort longue à des mains étrangères, et déshabitué des exercices militaires, ne doit rendre que de médiocres services en revenant au corps. Beaucoup même sont un peu surmenés de travail par les détenteurs provisoires, et l'on s'aperçoit bien vite, après quelques jours de campagne, qu'ils sont incapables de subir les fatigues et les privations du bivouac. Le système prussien, pour la remonte en temps de guerre, nous paraît en tous points préférable. Nous nous proposons d'en développer prochainement le mécanisme. — MOUSSEROLLES.

## HOMMES ET CHOSES

M. de Chambord a quitté Anvers; il devait, disait-on, aller s'installer à Malines, ville essentiellement tranquille et catholique au delà de toute expression. La fabrication de la dentelle influe beaucoup sur les mœurs, et elle se concilie si bien avec la monarchie, qu'en fait ou fait faire grande consommation, que les bons Malinois ne pouvaient manquer de bien accueillir le représentant du droit divin.

Il paraît que Sa Majesté a changé d'avis et s'est dirigée sur la Hollande, où M. Lavertu, consul général de par la grâce du 4 septembre, lui aura peut-être préparé des logements.

Un tous cas, il faut convenir que les habitants d'Anvers ont manqué de politesse: un exilé est toujours un exilé.

Il y aura, dans quelques mois, quarante ans que la citadelle d'Anvers était assiégée par le maréchal Gérard, commandant les troupes françaises et ayant dans son état-major les deux fils aînés de Louis-Philippe. Les Anversois ont, je le suppose, voulu se montrer reconnaissants pour les fils du roi qui les délivra du «jong» de la Hollande, en huant incongruement le petit-fils du roi que ce libérateur avait détrôné.

Mais Henri de Bourbon, dit-on, prépare à ses cousins une de ces déceptions sur laquelle ils ne comptent pas, bien qu'ils en aient toujours manifesté une crainte bleue: il serait sur le point d'adopter décidément son neveu Robert de Parme, fils de sa sœur. Et ce serait bien fait, et fort sage.

Rien de plus naturel, assurément; et, sans être légitimiste, je ne puis qu'approuver une semblable résolution. Elle aura l'approbation de tout honnête homme, qui ne se laissera pas aveugler par la politique.

Car, enfin, il faut toujours se reporter à ce qui se ferait dans une famille de simples particuliers; et, dans toutes les familles, il y a des considérations qui, pour n'être pas de l'ordre d'État, sont d'ordre gouvernemental, n'en sont pas moins de la politique.

Il est évident que, n'ayant pas d'enfants, le légitimisme nous hérite au fils de ma sœur, préférablement à des cousins, fils de mon oncle à la mode de Bretagne, qui m'aura causé de très grands désagréments quarante-deux

ans auparavant et quand je n'étais qu'un faible enfant. Cela tombe sous le sens.

Et puis le jeune comte Robert, devant hériter des biens de M. de Chambord, pourquoi n'hériterait-il pas aussi de sa couronne? Je transmets avec beaucoup plus de plaisir mon titre de baron à mon neveu qu'à mon cousin, petit-fils de celui qui m'a ruiné.

Tout ceci est de la politique de petit étagé, dira-t-on. — Soit, mais c'est de la droiture. Nous l'exigeons de nos amis, de nos parents, de nos portiers mêmes; pourquoi ne l'exigerions-nous pas de ceux qui se croient appelés à nous gouverner?

Je ne sais le temps que durera le procès de M. Janvier de la Motte, mais il n'y a pas d'apparence qu'il atteigne jamais aux proportions du procès Tiebhorne qui se juge en ce moment à Londres. Tiedieu! quelles robustes constitutions que celles de ce pays et surtout celles de ses juges.

Cent audiences consacrées à ce procès n'ont pas encore épuisé la cause; cent audiences déjà se sont ouvertes par les mêmes magistrats, les mêmes avocats, les mêmes témoins, les mêmes demandeurs, les mêmes défendeurs.

Ce qu'il a été cité de textes de lois dans cette affaire, le nombre des témoins entendus, l'intérêt poignant qui s'attache à cette revendication d'une fortune colossale par un fils qu'on accuse d'être un imposteur, dépasse toutes proportions avec ce qui s'est jamais vu dans un sanctuaire quelconque de la justice.

Dans certains détails, cela rappelle l'histoire du faux Martin Guerre, celle du comte de Saint-Hélène, de tous les faussaires célèbres qui ont spéculé sur la ressemblance de leur visage avec celui d'une personne absente ou morte. Il y a de graves présomptions pour que le principal personnage de ce procès soit reconnu comme le véritable héritier et, dans cette hypothèse, il héritera d'une fortune à la Monte-Cristo.

Eh bien! tout cela nous laisse froids en France. Voilà comme nous sommes! Égoïstes et indifférents pour tout ce qui n'est pas de chez nous. Est-ce que cela existe à l'étranger! Mais, dans ce procès, il y a pourtant une chose merveilleuse: l'atmosphère générale, c'est-à-dire le ministère public qui porte la parole dans l'intérêt de l'État, a prononcé un discours qui a duré... vingt-cinq jours.

Vingt-cinq jours!... Peut-on se faire une idée de ces discours, qui n'ont pas encore fini depuis que Dieu a donné la parole à l'homme. Vingt-cinq jours de parole! Qui fait-il plaider en ceci? Les auditeurs ou l'atmosphère? On avait essayé vingt-cinq jours de pluie, et c'est bien ennuyeux, à la campagne surtout; mais on a la ressource de jouer au billard.

Cent audiences et plus! Vingt-cinq jours de parole d'un même avocat, sans compter les autres! Il faut avoir bien envie d'hériter pour s'exposer à cela. En France, où tout le monde est avocat, cela durerait peut-être davantage; mais les juges demanderaient un congé, à moins qu'une révolution ne vint interrompre les débats.

Cette révolution, toujours menaçante, c'est, chez nous, la consolation et la ressource de bien des gens.

## CHRYSALE.

## LES ANNÉES BISSEXTILES

## LE CALENDRIER

La terre, partant d'un point donné, met, pour revenir à ce point, après avoir accompli une révolution autour du soleil, 365 jours, 5 heures 49 minutes. Ce temps constitue une année. Mais une année ne pouvant avoir qu'un nombre complet de jours, on a fixé à 365, de sorte qu'il y a, par an, un excédant de 5 heures 49 minutes, ce qui fait un jour environ au bout de quatre années. Toutes les quatre années on donc 366 jours, qu'on appelle les années bissextiles. Ce jour, qu'on appelle le jour de la bête, est ajouté au mois de février, qui a 28 jours dans les années ordinaires et 29 dans les années bissextiles.

A Rome, ce jour complémentaire s'intercalait entre le 24 et le 25 février, de façon qu'il y avait deux fois le 24 février, ou, comme disaient les Romains, deux fois le sixième jour avant les calendes de mars (*bis sexto calendas*). Les années de 365 jours en prenaient le nom de bissextiles.

L'année solaire comprend le temps que la terre met à revenir à un même point du ciel, ou, comme nous l'avons dit plus haut, 365 jours 5 heures 49 minutes. — L'année lunaire se compose de douze mois lunaires dont la durée est égale au temps qui s'écoule entre deux nouvelles lunes. Ce temps est de 29 jours 12 heures 44 minutes 3 secondes; on a donc été obligé de supposer les mois lunaires de 29 jours et de 30 jours alternativement. L'année lunaire contient par conséquent 354 jours 8 heures 48 minutes 35 secondes. Elle est plus courte de onze jours que l'année solaire. Or les calendriers de la plupart des peuples de l'antiquité étant réglés par l'une et les saisons par l'autre, il en résultait qu'après un petit nombre d'années, on voyait arriver en hiver les fêtes qui appartenaient à l'été.

Les Égyptiens connaissaient dès la plus haute antiquité la véritable longueur de l'année solaire pour leur pays. Leurs prêtres avaient divisé l'année, composée de 365 jours, en douze mois de trente jours chaque, suivis de cinq jours complémentaires. Les prêtres égyptiens n'ignoraient pas que, de l'année ainsi réglée, il résultait une perte d'un quart de jour tous les ans sur l'année solaire; mais ils voulaient ainsi établir une période sainte qui, dans une révolution fixe, ferait successivement passer la même fête par tous les jours de l'année. Cela arrivait dans l'espace de quatre cent soixante et une années.

Il paraît à peu près certain que c'est le commencement de Rome, le calendrier fut assez mal réglé, de même du reste que celui des autres peuples de l'Italie.

Le nombre des mois n'était que de 10, et celui des jours de 304, ainsi répartis: mars, 31; avril, 30; mai, 31; juin, 30; quintilis (juillet), 31; sextilis (août), 30; septembre, 30; octobre, 31; novembre, 30; décembre, 31.

Numa fit le calendrier selon l'année lunaire, de 355 jours, en y ajoutant au commencement le mois de janvier de 29 jours, et, à la fin, celui de février de 28. De plus, on intercalait, dans une période de quatre ans, 22 jours la 2<sup>e</sup> année et 23 la 4<sup>e</sup>. Il y avait alors un excès de 10 jours.

Plus tard, les prêtres chargés de rédiger chaque année le calendrier firent des intercalations si arbitrairement, que l'on sentait vivement le besoin d'une réforme. C'est Jules César qui la fit. Grâce aux avis de l'astronome Sosigène, il décida que l'année aurait 6 mois de 31 jours, 5 de 30 et 1 de 29. Ce dernier mois fut porté à 30 tous les quatre ans pour avoir une année de 366 jours. C'est la réforme julienne. Mais par suite d'erreurs de la part des ans sur l'année solaire, l'estimation des mouvements du soleil et de la lune, les mois étaient en retard de 10 jours sur l'époque des phénomènes. Grégoire XIII,

par une bulle de 1582, ordonna que le lendemain du 4 octobre 1582 s'appellerait le 15 octobre. De plus, Grégoire ordonna la suppression de 3 jours bissextiles dans l'espace de 102 années, à compter de l'année 1600, qui resta bissextile à condition que les 3 années séculaires suivantes, 1700, 1800, 1900, fussent bissextiles selon le calendrier julien, resteraient communes selon le calendrier grégorien.

La France adopta bientôt le style nouveau; les Anglais s'y conformèrent en 1752. Les Russes suivent encore aujourd'hui le calendrier julien et sont en retard de douze jours sur le style grégorien. Il en est de même des Grecs.

L'année turque est une année lunaire composée de douze mois, alternativement de 30 et de 29 jours.

**Commencement de l'année.** — Les Égyptiens et les Juifs commencent leur année à l'équinoxe d'automne; les Romains, à l'équinoxe du printemps; les Grecs, au solstice d'hiver. Les mahométans ne commencent pas leur année à une époque déterminée. Les Anglais, les Espagnols, les Portugais, les Hollandais, les Allemands la commencent au solstice d'hiver. En France, l'année a commencé successivement au 1<sup>er</sup> janvier, à Pâques; enfin, sous Charles IX, au 1<sup>er</sup> janvier et puis au 1<sup>er</sup> vendémiaire, sous la Convention.

**Calembour républicain.** — La Convention, par un décret du 24 novembre 1793, abolit le calendrier grégorien. L'ère des Français comptait de la fondation de la République, 22 septembre 1792. L'année fut divisée en douze mois de trente jours, suivis de cinq jours chaque, pour compléter l'année ordinaire. Chaque mois fut subdivisé en trois décades. Les noms des jours de la décade furent: primidi, duodi, triidi, quidi, quidi, sextidi, septidi, octidi, nonidi, décadé. Les noms des mois étaient: vendémiaire, brumaire, frimaire, nivôse, pluviose, ventôse, germinal, floral, prairial, messidor, thermidor, fructidor. Les cinq derniers jours s'appelaient d'abord les sans-culottes, puis jours complémentaires. Au bout de quatre ans on ajoutait un jour appelé: jour de la Révolution. Cette période de quatre ans était divisée en quatre trimestres de dix-huit jours. La centième partie de l'heure fut appelée minute décimale. Ce calendrier présentait sur tous les autres d'immenses avantages. Les divisions étaient simples et rationnelles; de plus, leur base, fondée sur le calcul décimal, permettait de faire concorder rigoureusement l'année civile avec le mouvement des astres. Bonaparte en abolit l'usage par un décret du 21 fructidor an XIII.

## LES TRIBUNAUX

## COUR D'ASSISES DE LA SEINE-INFÉRIEURE

## Audience du 26 février 1872.

## AFFAIRE JANVIER DE LA MOTTE

(Correspondance particulière de la Liberté.)

L'audience d'aujourd'hui a été consacrée à l'audition d'une série de témoins dont la plupart sont insignifiants. Les premiers déposèrent sur la souscription pour les ouvriers cotonniers. Citons, parmi ceux-ci, deux maires des communes de l'Eure, MM. Anix et Cirey, qui tous deux se bornent à faire l'éloge de la générosité de M. Janvier de la Motte.

M. Buret, commissaire de police à Aufrville, est entendu ensuite. Il rapporte qu'en 1868, le requête de la préfecture un état des secours destinés aux ouvriers cotonniers. Le maire de la commune, sous prétexte qu'il n'avait pas d'ouvriers cotonniers, se refusa d'abord à signer cet état; mais, sur l'observation que ces secours seraient appliqués à d'autres malheureux, il finit par faire ce que le préfet désirait.

Vient ensuite MM. Dumont, agent-voyer de Bernay, et Santini, ex-commissaire de police de l'Eure; tous deux font, comme MM. Anix et Cirey, l'éloge de la générosité de M. Janvier de la Motte, et ne citent aucun fait particulier.

Les témoins suivants déposent que le préfet donnait souvent aux nécessiteux sans demander de reçu.

M. Lair sait que M. Janvier de la Motte a envoyé 1,000 francs au juge de cette commune, en lui écrivant: «Vous n'aurez à rendre compte qu'à votre conscience.»

Suivent d'autres dépositions identiques. On passe ensuite à l'audition d'une série de témoins se rapportant au voyage de l'empereur.

Les témoins ont tous, plus ou moins prêtés, à cette occasion, de l'argent à M. Janvier de la Motte, et ont été exactement remboursés. C'est ensuite le tour des témoins qui se rapportent à l'affaire du pont de l'Aude. Le premier, M. Letellier, agent-voyer, reconnaît avoir reçu un mandat de 6,206 fr. dont il n'a pas touché l'argent.

M. Godard, l'aéronaute, succède à M. Letellier; on se rappelle que, pour le prix d'un ascension, il a reçu 1,200 fr. Seulement, sur le mandat de paiement, il est désigné comme terrassier; ce qui, dit-il, n'est pas du tout son état.

Les témoins qui remplacent M. Godard à la barre n'ont aucune espèce d'importance. A cinq heures, l'audience est levée.

## TRIBUNAL DE POLICE CORRECTIONNELLE

(7<sup>e</sup> chambre.)

AFFAIRE DU Radical, de la République française, et du Peuple souverain.

MM. Leguereau, gérant du journal le Radical; Simon, gérant du Peuple souverain, et Lenoir, gérant de la République française, étaient traduits hier devant le tribunal correctionnel (7<sup>e</sup> chambre), présidé par M. Millet, sous la prévention, le premier d'avoir, dans le numéro du Radical, en date du 11 février, ouvert et annoncé publiquement une souscription ayant pour objet d'indemniser d'une amende prononcée par une condamnation judiciaire, délit prévu par l'article 5 de la loi du 27 juillet 1849; les deux autres, d'avoir annoncé seulement, chacun dans son journal respectif, une souscription ayant le même objet, délit prévu par l'article précité.

M. le substitut Lefebvre de Vieville a requis l'application de la loi contre les trois prévenus.

La défense a été présentée par M<sup>e</sup> Lechevalier pour le Radical, M<sup>e</sup> Laroque pour le Peuple souverain, et M<sup>e</sup> Landouzy pour la République française.

Le tribunal, après délibération en la chambre du conseil, a condamné M. Leguereau à 1,000 fr. d'amende, et MM. Simon et Lenoir chacun à 500 fr. d'amende; il a ordonné en outre l'insertion du jugement dans les trois journaux condamnés, dans la Gazette des Tribunaux, le Droit et le Bien public, la suppression des exemplaires incriminés, et condamné les trois prévenus solidairement aux dépens.

## BIBLIOGRAPHIE

Vient de paraître chez Dentu: Le Journal du Siège, par un bourgeois de Paris. Cet ouvrage, divisé en 137 journées, est sans contredit le plus complet.

Un volume de 914 pages. — Prix: 5 francs.

## ASSEMBLÉE NATIONALE

## Séance du 28 février.

## PRÉSIDENCE DE M. JULES GRÉVY

Projet de loi relatif à l'autorisation pour les officiers ministériels de se faire suppléer pendant la guerre.

L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi concernant les officiers ministériels et en particulier les notaires appelés sous les drapeaux. L'article 1<sup>er</sup>. — Les officiers publics et ministériels autorisés à reprendre leurs fonctions pendant la guerre, ou de maladies contractées pendant la dernière guerre continueront à jouir de la faculté de se faire suppléer, conformément aux dispositions de l'article 2 de la loi du 2 mai 1871.

Art. 2. — Dans le cas où ils ne reprendraient pas immédiatement leurs fonctions lorsque la cause qui les en empêchait aura disparu, l'autorisation prévue par l'article ci-dessus leur serait retirée par une décision du garde des sceaux, ministre de la justice.

Art. 3. — Sont considérés comme régularisant les actes qui auraient été reçus par les suppléants d'officiers publics et ministériels, depuis le 30 novembre jusqu'à la promulgation de la présente loi. — Le projet de loi est adopté.

Suite du projet de loi sur l'enregistrement.

L'article 2 du projet de loi de la commission, avec la modification suivante à l'avant-dernier paragraphe: «et en outre à 20 francs par chaque somme ou valeur de 20,000 francs ou fraction de 20,000 francs.» est adopté.

Sur l'article 3, un amendement de M. Sebert, qui, à la séance d'hier, avait été pris en considération et renvoyé à la commission, est retiré par son auteur.

Répondant à une observation de M. Alfred Dupont sur le même article, M. le rapporteur dit que cet article s'applique seulement à une disposition contenue dans un acte soit authentique, soit sous signatures privées. Il ajoute qu'en ce qui touche les contrats de mariage, il n'y a aucune distinction à faire entre les apports mobiliers et les apports immobiliers, et que, par conséquent, dans l'un et l'autre cas, s'il y a eu dissimulation dans la déclaration de la valeur des apports, l'article trouvera son application.

L'article 3, mis aux voix, est adopté.

M. le président: Nous en avons écarté hier à l'article 10, qui est ainsi conçu:

«Art. 10. — Sont soumis au droit de 50 c. par cent francs les lettres de change et tous autres effets négociables.

«Les dispositions de l'article 50 de la loi du 28 août 1816, concernant les lettres de change, sont abrogées.

«Il n'est rien innové en ce qui concerne les warrants.

«L'article 10 est adopté.

MM. Deille et Caillaux, d'accord avec la commission, proposent l'article additionnel suivant:

«Le droit de décharge de 10 centimes, créé par l'article 18 de la loi du 23 août 1871, pour la remise des objets, sera réduit à la taxe due pour les récépissés et lettres de voiture, qui est fixée ainsi qu'il suit:

«Récépissé délivré par les Compagnies des chemins de fer (droit de décharge compris), 35 centimes.

«Lettres de voiture (droit de décharge compris), 70 c.» (Adopté.)

M. le président: Je vais mettre aux voix l'ensemble du projet.

M. Limalongue fait observer, avant qu'il ne soit passé au vote de la loi, que le Gouvernement et l'Assemblée ont formellement déclaré qu'ils n'augmenteraient pas les charges de la propriété.

Voix nombreuses: Et les 3 milliards qu'il faut payer à la Prusse!

M. Limalongue: Le projet de loi contient une série de dispositions qui, si elles étaient adoptées, seraient un prélèvement perpétuel sur les revenus de la propriété. Il serait plus équitable de frapper le capital, qui a le privilège de ne supporter aucune charge, et de revenir au projet sage et si équitable du gouvernement, consistant à frapper à l'entrée les produits étrangers, qui ont fait une concurrence si redoutable à ceux de notre sol.

Si le projet de loi était adopté, il serait très nuisible aux intérêts de l'agriculture, quoique M. le président de la République ait déclaré, dans son discours sur les matières premières, qu'il fallait protéger l'agriculture d'une manière plus efficace (Assés aux voix.)

L'orateur, convaincu qu'il est nécessaire de restituer à la doctrine, conclut au rejet absolu de ce projet de loi. (Aux voix.)

M. Benoist-Lazy répond que le projet de loi en discussion ne constitue une charge particulière ni pour la propriété ni pour l'agriculture. Tout le monde est appelé à la supporter.

Le projet de loi, mis aux voix dans son ensemble, est adopté.

Règlement de l'ordre du jour de la séance de demain.

M. Benoist-Lazy demande que le projet de loi sur les tabacs, dont le rapport a été distribué aujourd'hui, soit mis à l'ordre du jour de demain.

Chacun de ces impôts emporte avec lui des produits qui disparaissent à mesure que les jours s'écoulent. (Où! où! — Non! non! — A vendredi.)

L'Assemblée décide que ce projet de loi sera mis en tête de l'ordre du jour de demain.

Répression de la fraude sur les spiritueux.

L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi pour la répression de la fraude sur les spiritueux.

«Art. 1<sup>er</sup>. — Les déclarations exigées avant l'enlèvement des boissons par l'article 10 de la loi du 28 avril 1816 contiendront, outre les énonciations prescrites par ledit article, l'indication des principaux lieux de passage que devra traverser le chargement, et celle des divers modes de transport qui seront successivement employés, soit pour toute la route à parcourir, soit pour une partie seulement; à charge, dans ce dernier cas, de compléter la déclaration en cours de transport.

«Les contrevenants aux dispositions du présent article seront punies de la confiscation des boissons saisies et d'une amende de 500 fr. à 5,000 fr.

«Art. 2. — Tout destin



travaux, au profit de la souscription pour la libération du territoire.

Mais la chose n'étant pas encore officiellement décidée, nous ne pouvons donner les détails.

Trois bals samedi prochain :

1<sup>er</sup> A l'Opéra, bal des Artistes dramatiques ;

2<sup>o</sup> A l'Opéra, bal des Fleurs ;

3<sup>o</sup> A l'hôtel du Louvre, bal de la Société savoisienne.

Dimanche prochain, 3 mars, la deuxième représentation des courses du Printemps aura lieu à la Marche. Trois prix seront courus par un petit nombre de chevaux, qui débuteront pour la plupart dans les courses à obstacles, après avoir fourni une carrière honorable dans les courses plates.

Un bon avis à M. Halanier :

Si les ténors sont rares, les basses ne le sont pas moins, à l'Opéra surtout. Or, nous voyons savoir que M. Genibrel, naguère pensionnaire de l'Académie de musique, est à Paris, et libre d'engagement.

Nous sommes d'avis que la rentrée de M. Genibrel à l'Opéra serait saluée comme bienvenue.

Mardi soir, après la soirée de l'hôtel de la présidence, M. Thiers, ayant une violente migraine, sortit dans la cour du château.

La lune brillait d'un éclat inaccoutumé et argentait de ses rayons blafards la statue de Louis XIV.

Au moment où le président de la République passait au pied de la statue, celle-ci sembla s'animer, et M. Thiers crut entendre le feu rouler sous sa bouche de bronze :

— L'Etat, c'est toi !

DON SPAYVENTO.

## LES THÉÂTRES

Ce soir jeudi, à la Comédie-Française, reprise de *Turcaret* et première représentation de *L'autre motif*.

Le théâtre du Château-d'Eau fait relâche pour les répétitions générales du *Supplice de maître Patrick*, de M. Cadol.

Comme nous le disions hier, la soirée d'inauguration des Italiens aura lieu le mardi 5 mars.

Le programme du concert a paru aujourd'hui. Nous y avons remarqué le duo de *Semiramide* (*l'adagio*), avec M<sup>mes</sup> Albani et Penco comme interprètes, et la prière de *Mosé* chantée par tous les artistes et les chœurs.

M. Rome, premier trombone de l'Opéra, nous écrit pour nous dire que ce n'est pas sur le trombone à pistons, mais bien sur le trom-

bone à coulisse, qu'il exécute le solo de l'introduction du 2<sup>e</sup> acte de *Hamlet*.

Cet artiste n'en a que plus de mérite, le trombone à coulisse présentant de très grandes difficultés sous le rapport de la justesse.

Nous recevons de M. Charles Bridault la lettre suivante :

Monsieur,

Vous faites erreur en annonçant que M. Adrien Huet, dont je deviens l'associé et non le secrétaire, s'est démis de la direction du théâtre des Folies-Nouvelles, personne ne s'étant présenté pour succéder à M. Manasse.

Depuis longtemps cette combinaison était projetée, et la preuve, c'est que M. Huet s'est opposé à la vente du droit au bail. En conséquence, le directeur malgré lui ne figurera pas dans le spectacle de réouverture, dont nous nous pressurons de vous faire connaître la composition avant qu'il soit longtemps.

Nous vous serons l'un et l'autre, monsieur, mon associé Huet et moi, fort obligés de vouloir bien faire, dans votre prochain courrier, une petite rectification à cet égard.

Recevez, etc.

CHARLES BRIDAULT.

Ce soir, le violoniste Horace Poussard donne à la salle Erard un concert, avec les concours de M<sup>mes</sup> de Lagrange et M. Pagans pour la partie vocale, et MM. Lavignac, Savary et Delsart pour la partie instrumentale.

C'est le 1<sup>er</sup> avril, que M. Carvalho inaugure sa direction au théâtre du Vaudeville.

On parle vaguement de *Rigoletto* à l'Opéra-Comique.

Inutile de dire qu'Ismaël reprendrait le rôle qu'il a joué au Théâtre-Lyrique.

Et les jeunes compositeurs ?

Ils iront, après avoir été apprendre à faire de la musique mélodique en assistant aux *Noces de Figaro*, apprendre à faire de la musique dramatique aux représentations de l'Opéra de Verdi.

C'est du moins ce qu'on leur dira probablement, comme fiche de consolation, si cette reprise a lieu.

Jennius.

Les DENTS, 1 v. pr. 3 f. Opérations et piéces dentaires insensibles. D<sup>rs</sup> MARCUS et HERMAN ADLER, membres du corps médical, rue Meyerbeer, 4.

Insensibilisateur Duchesne. Extractions et pose de dents sans douleur, 45, rue Lafayette.

## BULLETIN COMMERCIAL

Paris, le 29 février 1872.

Céréales

Les affaires sont encore complètement nulles ; la vente est devenue impossible. Les prix, grâce à ce statu quo, ne changent pas. On continue à coter le blé de 35 à 43 francs les 120 kilos ; les menus grains restent faibles. Baisse de 25 centimes sur l'avoine.

Farines de consommation

Sans changement.

Choix et marques D, 73 » à » ». — Bonnes marques, 71 » à 72 » ». — Sortes courantes et ordinaires, 68 » à 70 » ».

Farines de commerce

Farines huit marques

Dispon., 73 50. — Cour. du mois, 73 50. — 2 prochains, 73 50. — 4 d'été, 73 25.

Farines supérieures

Dispon., 71 » ». — Cour. du mois, 71 » ». — 2 prochains, 71 » ». — 4 d'été, 71 50.

Huiles

Point de variations appréciables sur l'huile de colza.

Disp., 104 » ». — Cour. du mois, 104 » ». — 2 prochains, 104 » ». — 4 d'été, 102 50. — 4 derniers, 100 50.

Huiles de lin

L'huile de lin est ferme. Marchandise rare par continuation.

Disp., 98 » ». — Cour. du mois, 98 » ». — 2 prochains, 98 » ». — 4 d'été, 98 50.

Trois-six

Même situation.

Disponibles et cour., 54 » ». — 2 prochains, 54 » ». — 4 d'été, 56 50.

Sucre

Tout est offert aux prix cotés.

COTE COMMERCIALE

68<sup>e</sup> saccharimétriques, 68 » à 68 50. — Blancs n<sup>o</sup> 3, 76 75 à 77 » ». — Rafinés, suivant mérite, 153 » à 154 » ».

## CESSATIONS DE PAYEMENTS

Jugements du 26 février 1872.

DESQUERRES (Pierre-Amand), fabricant d'articles de voyage, demeurant à Paris, rue des Gravilliers, 10. — J.-c., M. Desvignes ; s. p., M. Dufay.

VITAL (Pierre-Auguste), entrepreneur de charpente, demeurant à Paris-Montmartre, rue du Roussier, n<sup>o</sup> 24. — J.-c., M. Rondelet ; s. p., M. Copin.

La Société en nom collectif et en commandite Ph. SCHLOSSER et C<sup>o</sup> (en liquidation), ayant eu pour objet l'exploitation de brevets d'invention pour la désagrégation des matières végétales et animales dans les tissus, dont le siège était à Saint-Denis, rue de Paris, n<sup>o</sup> 138, et ayant eu pour gérant Philibert-Antoine Hippolyte Schlosser, demeurant à Saint-Denis, rue de Paris, n<sup>o</sup> 138, associé en nom collectif. — J.-c., M. Foucher ; s. p., M. Beaufour.

BURE (Lucien), marchand de cafés, demeurant à Paris (les Ternes), rue Demours, 41. — J.-c., M. Bardou ; s. p., M. Mey.

WANOFF (Adolphe-Joseph-Baptiste), ayant tenu une maison de vente à crédit, dite : la Rucho, 3 Paris, boulevard Rochechouart, n<sup>o</sup> 2, demeurant actuellement rue de Chabrol, n<sup>o</sup> 39. — J.-c., M. Bardou ; s. p., M. Sautton.

L'Administrateur co-Gérant,  
LOUIS GAL.

PARIS — IMP. SERRE ET C<sup>o</sup>, RUE MONTMARTRE, 123

## VENTES IMMOBILIÈRES A L'ENCHÈRE

Etude de M<sup>e</sup> BREUIL, avoué à Etampes.

VENTE sur licitation entre majeurs et mineurs, le mardi 23 avril 1872, à la barre du tribunal d'Etampes, de la

## PROPRIÉTÉ DE GRAVELLES

Composant :

1<sup>o</sup> Grand Château moderne, cour d'honneur et dépendances, parc de 135 hectares environ, entourés de murs.

2<sup>o</sup> Ferme dite Ferme du Château, bâtiments d'habitation et d'exploitation, 100 hectares de terre en culture dont 42 hectares environ dans le parc.

3<sup>o</sup> Ferme dite Ferme de Vintre, bâtiments d'habitation et d'exploitation, 52 hectares de terre en culture.

4<sup>o</sup> 221 hectares de bois en coupes réglées.

Total de la contenance, environ 778 hectares.

Mise à prix, outre les charges : 700,000 fr.

La station d'Etampes est à 1 kilomètre du château, on y accède par une allée de pommiers, dépendant de la propriété.

La station d'Etampes est à 8 kilomètres.

La pêche dans le parc est à tous les abondants ; bœufs, chasses, faisanderies et gibiers.

S'adresser pour les renseignements :

A Etampes : 1<sup>o</sup> A M<sup>e</sup> Breuil, avoué poursuivant la vente, dépositaire des plans et des titres de propriété.

2<sup>o</sup> A M<sup>e</sup> Bouvard, avoué co-licitant ;

A Lardy : 3<sup>o</sup> A M<sup>e</sup> Dégommier, notaire, dépositaire des titres de propriétés, des plans et d'une copie de l'enchère.

A Paris : 1<sup>o</sup> A M<sup>e</sup> Petit-Bergonz, avoué, rue saint-Honoré, 346.

2<sup>o</sup> A M<sup>e</sup> Tolly, notaire, rue Sainte-Anne, 69.

ADJON en l'étude de M<sup>e</sup> DESBORGES, notaire, le 5 mars 1872, à 3 h., de la propriété de la vallée hypothécaire de 56,015 fr. 28 c. L'adjudication aura lieu le 6 mars 1872, à 10 h. — S'adresser à M<sup>e</sup> Desbordes, rue d'Hauteville, 1.

## MAISON A PARIS

Revenu brut annuel, 46,000 fr. — Mise à prix, 600,000 fr.

A ADJUGER, sur une enchère, en la chambre des notaires de Paris, le 5 mars 1872.

S'adresser à M<sup>e</sup> CHAMPETIER DE RIBES, successeur de M<sup>e</sup> Alfred Delapalme, notaire à Paris, rue Castiglione, n<sup>o</sup> 10.

## VENTE AU PALAIS DE JUSTICE, A PARIS, LE 16 MARS 1872, D'UNE MAISON

Etude de M<sup>e</sup> PLASSARD, avoué à Paris, rue de la Monnaie, 11.

VENTE au Palais de Justice, à Paris, le 16 mars 1872, d'une maison sise à Paris, rue de la Monnaie, n<sup>o</sup> 11, et rue du Jour, n<sup>o</sup> 31.

Mise à prix : 300,000 fr.

Revenu brut : 30,535 fr.

S'adresser à M<sup>e</sup> Plassard, Boudin et Deherpe, avoués, et à M<sup>e</sup> Dubois, notaire, rue des Petites-Ecuries, 49.

## VENTES IMMOBILIÈRES A L'AMIABLE

CHATEAUX et TERRES de grand produit et d'habitation, d'agrément, A VENDRE, près Toulouse et aux pieds des Pyrénées, avec belles chutes d'eau pour usines. — Superbe climat.

M. LOMBET, hôtel Costes, Toulouse.

## BEL HOTEL

Bel hôtel, à vendre, quartier Malesherbes, bon état, modernement meublé, 1<sup>er</sup> ordre, riche décor. S'ad. à M. Mantoux, r. Richelieu, 92.

## AVIS AUX ACTIONNAIRES

LACASSE PRÊTS SUR TITRES

Avance sur toutes valeurs cotées, reçoit les ordres de Bourse au comptant et à terme.

## CANAL DE SUEZ

AVIS AUX OBLIGATAIRES

Le coupon des obligations émis le 1<sup>er</sup> octobre 1871, et dont le paiement avait été annoncé pour le 1<sup>er</sup> juillet 1872, sera payé le 6 mars prochain, au siège administratif de la Compagnie, 9, rue Clary, et chez les correspondants.

Les obligations appelées au remboursement avec primes ou lots, par les tirages des 15 septembre et 15 décembre 1871, dont le paiement avait été annoncé pour le 1<sup>er</sup> juillet 1872, seront également remboursées le 6 mars.

Les obligations n<sup>o</sup> 1 sortent au tirage du 15 avril prochain, seront exactement payées à cette dernière date.

Désormais le service des obligations aura lieu, comme celui des bons trentenaires, aux dates réglementaires.

## TERRAINS A TROUVILLE

Paiement de coupon de septembre 1870 et fixation de la vente du titre.

S'adresser à la Banque des Rentes et Pensions, 5, place de la Bourse.

Une certaine quantité seulement sera admise.

## CHEMIN DE FER SARAGOSSE A PAMPUNE

Achat des Bons complémentaires donnés aux porteurs d'obligations en paiement des coupons échus, chez E. Lion, changeur, 60, rue Lafayette.

## LIBRAIRIE ET PUBLICATIONS DIVERSES

LE MONITEUR-FONDS PUBLICS

ET DES VALEURS INDUSTRIELLES (4<sup>e</sup> année)

Habillon, 16 pages de texte ; 1 fr. par an ; 5<sup>e</sup> n<sup>o</sup> gratis sur demande au directeur, 8, rue N<sup>o</sup>-St-Augustin.

## GOUTTE ET RHUMATISMES

guéris par les PILULES DE LAITIGUER

130 ANS DE SUCCÈS

Voir le MANUEL DE GOUTTEUX, délivré gratuitement chez Dentu, gal. d'Orléans (Pal. Royal) ou adressé l'envoi d'un L. poste de 25 c.

HERNIES Guérison méth. P. Simon not. f. S'ad. à Mignat-Simon, aux Herbières (Vend<sup>e</sup>)

## LA REVUE FINANCIÈRE (9<sup>e</sup> ANNÉE)

PARAIT TOUS LES MARDIS

Indispensable à tout porteur de titres de Bourse ; donne de suite tous les renseignements. Prix : 8 fr. par an à envoyer au Directeur, 24, rue de Dunkerque, Paris.

## INDUSTRIE ET COMMERCE

Aché les DIAMANTS Argentier et Bijoux très cher.

Brunswick, orf. bijoutier, 30, passage Colbert.

## BIÈRE FANTA

EN BOUTEILLE

DEPOT 30, rue de la TRAPASSE, 17<sup>e</sup> arrondissement.

## LOCATIONS

GRAND HOTEL à louer à PASSY, 135, rue de la Tour. Jardin plein rapport, rivière, écurie, remise, sellerie, eau, gaz, calorifère, billard, dépendances, etc.

A LOUER ou VENDRE grand hôtel, remise, rue Pergolée, 38. — Location, 14,000 fr.

Pendant le siège de Paris, il a été difficile de se procurer dans les départements et à l'étranger, certains produits qui ne se fa-  
briquent que dans cette ville, ce qui a fait naître un grand nombre d'imitations dans le remplacer les produits d'origine.

Le goudron présente par moi la première, son forme de liqueur concentrée a été si-  
cilement le point de mise des imitations en raison de la vente considérable expliquée par sa propriété bienfaisante.

Après analyse, moi-même, et fait analy-  
ser par un chimiste éminent, dont je con-  
sulte le rapport, les différents types de liq-  
ueurs concentrées de goudron qui se trouvent dans le commerce, j'ai acquis la preuve que quel-  
ques-uns de ces produits diffèrent complète-  
ment du mien par leur composition.

Ne voulant pas assumer une responsabilité morale qui ne m'incombe pas, je déclare que je ne puis garantir la bonne préparation et par suite l'efficacité que du seul  
Goudron de Guyot préparé par moi.

Il ne se vend qu'en flacons enveloppés d'un papier quadrillé par un dessin de couleur rouge-brûlé et portant une étiquette à dessin. Voir plus sur laquelle se trouve ma signature :

*L. Guyot*

## GOUDRON DE GUYOT

LIQUEUR CONCENTRÉE ET TITRÉE

M. Guyot est parvenu à enlever au goudron son acide et son amertume insupportables et à le rendre très-soluble. Mettant à profit cette heureuse découverte, il prépare une liqueur concentrée de goudron, qui, sous un petit volume, contient une grande proportion de principes actifs.

Le Goudron de Guyot a donc tous les avantages de l'eau de goudron ordinaire, sans en avoir les inconvénients. Il suffit d'en verser une cuillerée à café dans un verre d'eau pour obtenir à l'instant un verre d'excellent eau de goudron sans goût désagréable. Chacun peut ainsi préparer soi-même son eau de goudron au moment du besoin, ce qui offre économie de temps, facilité de transport et évite le remaniement si désagréable du goudron.

Le Goudron de Guyot remplace avec avantage bien des tisanes plus ou moins sucrées, dans les cas de rhumes, bronchites, toux, catarrhes.

Le Goudron de Guyot est employé avec succès dans les maladies suivantes :

EN BOISSON. — Une cuillerée à café pour un verre d'eau, ou deux cuillerées à bouche par bouteille.

BRONCHITES

CATARRHE DE LA VESSIE

RHUMES

TOUX OPINIÂTRE

IRRITATION DE POITRINE

COQUELUCHE

MAUX DE GORGE

EN LOTION. — Liqueur pure ou étendue d'un peu d'eau.

AFFECTIONS DE LA PEAU

DÉMANGEAISONS

MALADIES DU CUIR CHEVELU

EN INJECTION. — Une partie de liqueur et quatre d'eau (également toutes proportions).

ÉCOULEMENTS ANCIENS OU RÉCENTS

CATARRHE DE LA VESSIE

Le Goudron de Guyot a été expérimenté avec un véritable succès dans les principaux hôpitaux de France, de Belgique et d'Espagne. Il a été reconnu que par les temps chauds, il constitue la boisson la plus hygiénique, et surtout pendant les temps d'épidémie. Une instruction accompagne chaque flacon.

Prix du flacon : 2 francs

Dépôt à Paris, PHARMACIE GUYOT, 61, rue de Seine

ET DANS LA PLUS PART DES PHARMACIES

## BRONZE D'ALUMINIUM

CE MÉTAL A LA COULEUR ET L'ÉCLAT DE L'OR

Couvert de dessert, 4 fr. 50 ; couteaux à fruits, 3 fr. 50 ; cuillers à café, 1 fr. 25 et tout le service de table

FLAMBEAUX. — BIJOUTERIE. — MONTRES, ETC.

Envoi franco des prix courants sur demandes adressées boulevard Poissonnière, 21 au Directeur de la Société anonyme de l'Aluminium.

## BIBLIOTHÈQUE NATIONALE

Librairie de la Bibliothèque Nationale, 2, rue de Valois-Palais-Royal

— H. GAUTHIER ET C<sup>o</sup> —

COLLECTION DES MEILLEURS AUTEURS ANCIENS ET MODERNES

CATALOGUE ACTUEL

Nos d'ordre	Auteurs	Vol.	Nos d'ordre	Auteurs	Vol.
1-2	VOLTAIRE. — Histoire de Charles XII.	2	72	JUVÉNAL. — Satires.	4
3	MONTESQUIEU. — Grandeur des Romains.	1	73	SCHILLER. — Guillaume Tell.	1
4	DIDEROT. — Le rêve de Rameau.	1	74-75	PASCAL. — Lettres provinciales.	1
5-6	SWIFT. — Voyages de Gulliver.	2	76	LA FONTAINE. — Les Fables.	1
7-8	SUÉTONE. — Histoire des Douze Césars.	2	77-78	CHAMFORT. — Œuvres choisies.	1
9	X. DE MAISTRE. — Voy. aut. des mœurs.	1	79-80	BRILLAT-SAVARIN. — Physiologie du goût.	1
10-11	LA SALLE. — Le Diable boiteux.	2	81-82	HOMER. — Poésies.	1
12	LA BOUTE. — Servitude volontaire.	1	83-84	NEWTON. — Principes.	1
13	FONTENELLE. — La Pluralité des Mondes.	1	85-86	NEWTON. — Mécanique.	1
14	JOURNÉ-DUPOUX. — Histoire de Cromwell.	1	87	LA ROCHEFOUCAULD. — Maximes.	1
15-16	DIDEROT. — Romans et Contes.	2	88	LA ROCHEFOUCAULD. — Mémoires.	1
17	J.-J. ROUSSEAU. — Du contrat social.	1	89-90	CAMILLE DESMOLLES. — Œuvres.	1
18	LA SALLE. — Le Diable boiteux.	1	91	LAMENNAIS. — Le livre du Peuple.	1
19	SIEYÈS. — Voyage national en France.	1	92	PLUTARQUE. — Vie de César.	1
20	LAMENNAIS. — Paroles d'un Croisé.	1	93-94	SCARON. — La Roman comique.	1
21-22	VOLTARE. — Histoire de Russie.	2	95-96	LA FONTAINE. — Fables.	1
23	DESSAUNIER. — Histoire de la France.	1	97-98	LA FONTAINE. — Fables.	1
24-25	PAUL-LÉON. — Histoire de la France.	2	99-100	TASSONI. — Le Sou enlevé.	1
26	PAUL-LÉON. — Histoire de la France.	1	101	J.-J. ROUSSEAU. — Du contrat social.	1
27	PAUL-LÉON. — Histoire de la France.	1	102-103	P. CORNEILLE. — Œuvres complètes.	1
28	PAUL-LÉON. — Histoire de la France.	1	104	HERCULE. — Œuvres complètes.	1
29	PAUL-LÉON. — Histoire de la France.	1	105	SCHILLER. — Les Brigands.	1
30	PAUL-LÉON. — Histoire de la France.	1	106	RACINE. — Œuvres complètes.	1
31	PAUL-LÉON. — Histoire de la France.	1	107	FRON. — Œuvres complètes.	1
32	PAUL-LÉON. — Histoire de la France.	1	108-109	DANTON. — Œuvres complètes.	1
33	PAUL-LÉON. — Histoire de la France.	1	110	ERASME. — Éloge de la Folie.	1
34	PAUL-LÉON. — Histoire de la France.	1	111-112	ERASME. — Éloge de la Folie.	1
35	PAUL-LÉON. — Histoire de la France.	1	113	ERASME. — Éloge de la Folie.	1
36	PAUL-LÉON. — Histoire de la France.	1	114	ERASME. — Éloge de la Folie.	1
37	PAUL-LÉON. — Histoire de la France.	1	115	ERASME. — Éloge de la Folie.	1
38	PAUL-LÉON. — Histoire de la France.	1	116	ERASME. — Éloge de la Folie.	1
39	PAUL-LÉON. — Histoire de la France.	1	117	ERASME. — Éloge de la Folie.	1
40	PAUL-LÉON. — Histoire de la France.	1	118	ERASME. — Éloge de la Folie.	1
41	PAUL-LÉON. — Histoire de la France.	1	119	ERASME. — Éloge de la Folie.	1
42	PAUL-LÉON. — Histoire de la France.	1	120	ERASME. — Éloge de la Folie.	1
43	PAUL-LÉON. — Histoire de la France.	1	121-122	ERASME. — Éloge de la Folie.	1
44	PAUL-LÉON. — Histoire de la France.	1	123	ERASME. — Éloge de la Folie.	1
45	PAUL-LÉON. — Histoire de la France.	1	124	ERASME. — Éloge de la Folie.	1
46	PAUL-LÉON. — Histoire de la France.	1	125	ERASME. — Éloge de la Folie.	1
47	PAUL-LÉON. — Histoire de la France.	1	126	ERASME. — Éloge de la Folie.	1
48	PAUL-LÉON. — Histoire de la France.	1	127	ERASME. — Éloge de la Folie.	1
49	PAUL-LÉON. — Histoire de la France.	1	128	ERASME. — Éloge de la Folie.	1
50	PAUL-LÉON. — Histoire de la France.	1	129	ERASME. — Éloge de la Folie.	1
51	PAUL-LÉON. — Histoire de la France.	1	130	ERASME. — Éloge de la Folie.	1
52	PAUL-LÉON. — Histoire de la France.	1	131	ERASME. — Éloge de la Folie.	1
53	PAUL-LÉON. — Histoire de la France.	1	132	ERASME. — Éloge de la Folie.	1
54	PAUL-LÉON. — Histoire de la France.	1	133	ERASME. — Éloge de la Folie.	1
55	PAUL-LÉON. — Histoire de la France.	1	134	ERASME. — Éloge de la Folie.	1
56	PAUL-LÉON. — Histoire de la France.	1	135	ERASME. — Éloge de la Folie.	1
57	PAUL-LÉON. — Histoire de la France.	1	136	ERASME. — Éloge de la Folie.	1
58	PAUL-LÉON. — Histoire de la France.	1	137	ERASME. — Éloge de la Folie.	1
59	PAUL-LÉON. — Histoire de la France.	1	138	ERASME. — Éloge de la Folie.	1
60	PAUL-LÉON. — Histoire de la France.	1	139	ERASME. — Éloge de la Folie.	1
61	PAUL-LÉON. — Histoire de la France.	1	140	ERASME. — Éloge de la Folie.	1
62	PAUL-LÉON. — Histoire de la France.	1	141	ERASME. — Éloge de la Folie.	1
63	PAUL-LÉON. — Histoire de la France.	1	142	ERASME. — Éloge de la Folie.	1
64	PAUL-LÉON. — Histoire de la France.	1	143	ERASME. — Éloge de la Folie.	1
65	PAUL-LÉON. — Histoire de la France.	1	144	ERASME. — Éloge de la Folie.	1
66	PAUL-LÉON. — Histoire de la France.	1	145	ERASME. — Éloge de la Folie.	1
67	PAUL-LÉON. — Histoire de la France.	1	146	ERASME. — Éloge de la Folie.	1
68	PAUL-LÉON. — Histoire de la France.	1	147	ERASME. — Éloge de la Folie.	1